

2020

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

→ ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL VIE SA



SOMMAIRE

1	ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	7
A.	ACTIVITÉ ET ENVIRONNEMENT	8
B.	RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION	10
C.	RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS	12
D.	RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS	13
E.	AUTRES INFORMATIONS	13

2	SYSTÈME DE GOUVERNANCE	15
A.	INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE	16
B.	EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ	19
C.	SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES	21
D.	SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	24
E.	FONCTION D'AUDIT INTERNE	26
F.	FONCTION ACTUARIELLE	27
G.	SOUS-TRAITANCE	28
H.	AUTRES INFORMATIONS	28

3	PROFIL DE RISQUE	29
A.	INTRODUCTION	30
B.	RISQUE DE SOUSCRIPTION	30
C.	RISQUE DE MARCHÉ	32
D.	RISQUE DE CRÉDIT	33
E.	RISQUE DE LIQUIDITÉ	35
F.	RISQUES OPÉRATIONNELS	36
G.	AUTRES RISQUES IMPORTANTS	37
H.	AUTRES INFORMATIONS	37

4	VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ	39
A.	ÉVALUATION DES ACTIFS	40
B.	ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	42
C.	ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS	45
D.	MÉTHODE DE VALORISATION ALTERNATIVE	46
E.	AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES	46

5	GESTION DU CAPITAL	47
A.	FONDS PROPRES	48
B.	SCR ET MCR	51
C.	UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS	52
D.	DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ	52
E.	NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS	52

6	ANNEXES	53
----------	----------------	-----------

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL

VIE SA

2 0 2 0

Conformément à l'article 51 de la directive 2009/138/CE et à l'article 290 du règlement délégué 2015/35, la société Assurances du Crédit Mutuel VIE SA, ci-après dénommée « ACM VIE SA », établit un rapport sur la solvabilité et la situation financière. Ce rapport suit la structure prévue à l'annexe XX du règlement délégué 2015/35 et présente en annexe les états quantitatifs annuels prévus par les textes.

Le présent rapport couvre les informations importantes sur l'activité et les résultats, le système de gouvernance, le profil de risque, la valorisation à des fins de solvabilité et la gestion du capital.

Sauf indication contraire, les données du rapport sont présentées en millions d'euros.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière est disponible sur le site Internet des publications des Assurances du Crédit Mutuel : <http://acm.fr>.

INDEX

Acronymes et sigles fréquemment utilisés dans le présent document :

ACAV : Assurances à capital variable

ACPR : Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

ACS : Aide à la complémentaire santé

ALM : *Asset & Liability Management* – Gestion actif-passif

ANC : Autorité des normes comptables

BE : *Best Estimate* – Meilleure évaluation des provisions techniques sous Solvabilité II

BSCR : *Basic Solvency Capital Requirement* – Capital de solvabilité de base

CRC : Comité de la réglementation comptable

EIOPA : *European Insurance and Occupational Pensions Authority* – Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles

GIE : Groupement d'intérêt économique

IAS/IFRS : *International Accounting Standards/International Financial Reporting Standards* – Normes comptables internationales

LFR : Loi de finances rectificative

MCR : *Minimum Capital Requirement* – Minimum de capital requis

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

ORSA : *Own Risk and Solvency Assessment* – Évaluation interne des risques et de la solvabilité

PCA : Plan de continuité d'activité

PPE : Provision pour participation aux excédents

PRA : Plan de reprise d'activité

QRT : *Quantitative Reporting Template* – État de reporting quantitatif Solvabilité II

Santé NSLT : Risques santé similaires à la non-vie

Santé SLT : Risques santé similaires à la vie

SCI : Société civile immobilière

SCR : *Solvency Capital Requirement* – Capital de solvabilité requis

SFCR : *Solvency and Financial Conditions Report* – Rapport sur la solvabilité et la situation financière (RSSF)

TAG : Taux annuel garanti

UC : Unités de compte

VA : *Volatility Adjustment* – Ajustement pour volatilité

SYNTHÈSE

Introduction

Conformément à l'article 51 de la directive 2009/138/CE et à l'article 290 du règlement délégué 2015/35, la société ACM VIE SA établit un rapport sur la solvabilité et la situation financière. Ce rapport suit la structure prévue à l'annexe XX du règlement délégué (UE) 2015/35 et présente en annexe les états quantitatifs annuels prévus par les textes.

Le présent rapport couvre les informations importantes sur l'activité et les résultats, le système de gouvernance, le profil de risque, la valorisation à des fins de solvabilité et la gestion du capital.

Sauf indication contraire, les données du rapport sont présentées en millions d'euros.

Gouvernance

La société ACM VIE SA est une société anonyme à conseil d'administration. Sa direction effective est assurée par un directeur général et un directeur général délégué. Elle est également dotée de quatre responsables des fonctions clés, communs à toutes les entités d'assurance françaises du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, ci-après dénommé GACM SA.

Conformément à la réglementation Solvabilité II, la société a adopté des politiques écrites qui font l'objet d'une révision annuelle.

Cette organisation a été mise en place dans le but de doter la société d'un système de gouvernance sain et efficace.

Faits marquants

Impacts majeurs de la pandémie de Covid-19

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences économiques et financières ont eu naturellement d'importantes répercussions sur l'activité et les résultats d'ACM VIE SA en 2020.

Les mesures de confinement mises en place au printemps et à l'automne 2020 ont entraîné un ralentissement des ventes de contrats d'assurance. Les portefeuilles ont malgré tout poursuivi leur progression, à un rythme toutefois moins soutenu que les dernières années. La crise a également accentué un repli attendu de la collecte brute sur les supports en euros.

Dans ce contexte difficile tant pour les professionnels que pour les particuliers, ACM VIE SA a participé à leur soutien en finançant le fonds de solidarité pour les TPE et les indépendants à hauteur de 8 millions d'euros. La société a également décidé de maintenir en 2020 les taux de rémunération des fonds en euros des contrats d'assurance vie, de capitalisation et de retraite au niveau de ceux servis en 2019, et ce en dépit de l'environnement de taux très bas du marché.

L'impact de la pandémie sur la charge sinistre est, quant à lui, modéré pour ACM VIE SA par rapport aux capitaux assurés, la hausse de la charge des décès s'établissant à 25 millions d'euros. Cette situation s'explique par le fait que les décès par suite de la Covid-19 concernent majoritairement des populations âgées faiblement représentées dans les portefeuilles prévoyance et emprunteurs d'ACM VIE SA.

Poursuite de la baisse des taux

La tendance structurelle de baisse des taux d'intérêt a été accentuée en 2020 par la crise. Le lancement par la BCE d'un nouveau programme d'achat d'actifs pour 750 milliards d'euros (*Pandemic Emergency Purchase Programme*, PEPP) et la préférence des investisseurs en période de crise pour les obligations souveraines des États les moins risqués ont conduit à une nouvelle baisse du taux de l'OAT 10 ans, qui s'établit à - 0,34 % au 31 décembre 2020.

La rentabilité prospective et les ratios de solvabilité de la société en sont impactés. Toutefois, en assurance vie, les mesures prises par le groupe pour limiter la dilution des rendements des portefeuilles obligataires ont porté leurs fruits, avec une forte réduction de la collecte en euros au profit des unités de compte.

La poursuite de la baisse des taux affecte également les provisions techniques comptabilisées par ACM VIE SA, notamment celles relatives aux risques à plus longue durée.

Activité et résultats

ACM VIE SA développe et commercialise une gamme complète de produits en assurance vie et capitalisation et en assurances de personnes à destination de la clientèle de particuliers et de professionnels des réseaux de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, y compris CIC et COFIDIS, du Crédit Mutuel Nord Europe, du Crédit Mutuel Maine-Anjou Basse-Normandie, et du Crédit Mutuel Océan.

En 2020, forte de services de gestion étendus, comprenant des formules packagées, de la gestion pilotée et des mandats d'arbitrage, la société a poursuivi sa stratégie de diversification de l'assurance vie, non seulement sur la collecte, mais également sur l'encours. La société offre par ailleurs la possibilité d'investir sur des supports en unités de compte (UC) permettant de financer la transition écologique.

Par ailleurs, dans le cadre de la loi PACTE, la société a lancé son Plan d'Épargne Retraite (PER) individuel, permettant aux assurés de se constituer une retraite supplémentaire. Le PER entreprise obligatoire a également été déployé en fin d'année dans les réseaux Crédit Mutuel et CIC.

Au 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires s'établit à 5 912 millions d'euros, en baisse de 16,3 %.

Le résultat net de la société de 408 millions d'euros à fin 2020 enregistre lui aussi un repli (- 12,9 % par rapport à 2019).

Perspectives

La crise économique, conséquence de la crise sanitaire

Le retour à la normale prendra vraisemblablement encore un certain temps et la crise économique produira des effets à moyen terme.

Actualisation du plan stratégique ENSEMBLE#NOUVEAUMONDE, plus vite, plus loin !

Les projets du GACM SA s'inscrivent dans le plan stratégique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Suite à la crise, le plan initial a été revu, permettant ainsi d'accélérer les investissements technologiques et humains en cohérence avec les engagements environnementaux et sociétaux, tout en préservant la solidité financière du Groupe. Les objectifs initiaux sont conservés : devenir un acteur prépondérant de la protection sociale, un enjeu qui se trouve renforcé en plein contexte de crise sanitaire et économique, développer les offres de retraite au travers de la mise en place des PER et déployer des services digitaux visant à améliorer l'expérience client.

Pour ACM VIE SA, cela se traduit principalement par le renforcement de sa présence sur le marché des professionnels et entreprises. Ainsi, les nouvelles offres à destination des professionnels et entreprises lancées fin 2020 continueront leur développement en 2021 : le PER collectif mis en place dans le cadre de la loi PACTE et Assur Prêt Pro et Entreprise en assurance des emprunteurs.

L'offre aux professionnels et entreprises sera également complétée en 2021 avec des produits de prévoyance collective, afin de permettre aux réseaux de proposer une gamme complète et adaptée.

Profil de risque

Du fait de ses activités en prévoyance, en assurance des emprunteurs, en épargne et en retraite, la société est exposée aux risques de marché et de souscription d'assurance vie. La société bénéficie d'une bonne diversification entre ses risques. En 2020, les risques de baisse des taux, avec des taux négatifs sur les obligations de maturité longue, et de pandémie se sont matérialisés.

Solvabilité

Le ratio Solvabilité II de la société ACM VIE SA s'établit à 262 % au 31 décembre 2020 contre 306 % au 31 décembre 2019.

Ce ratio est évalué en rapportant le niveau de fonds propres éligibles du bilan prudentiel Solvabilité II, soit 11 236 millions d'euros, à l'exigence réglementaire en fonds propres ou SCR (*Solvency Capital Requirement*), soit 4 286 millions d'euros.

Le SCR est calculé selon la formule standard de l'EIOPA. Aucune mesure transitoire n'a été utilisée.

Les activités de la société étant bien diversifiées, le SCR profite pleinement d'un bénéfice de diversification estimé à 791 millions d'euros.

Les besoins en fonds propres avant diversification sont principalement liés au SCR de marché et, dans une moindre mesure, au SCR de souscription vie.

1

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS



A. ACTIVITÉ ET ENVIRONNEMENT	8	C. RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS	12
1. Informations juridiques	8	1. Produits financiers de l'exercice	12
2. Situation de la société au sein du Groupe	9	2. Politique d'investissement menée en 2020	12
3. Activité de la société	10		
B. RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION	10	D. RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS	13
1. Informations sur les revenus et dépenses de souscription	10	E. AUTRES INFORMATIONS	13
2. Analyse de la performance de souscription	11		

A. ACTIVITÉ ET ENVIRONNEMENT

1. Informations juridiques

La société Assurances du Crédit Mutuel VIE SA est une société anonyme d'assurance à conseil d'administration régie par le Code des assurances.

Les comptes annuels statutaires, en normes françaises, sont établis dans le respect des règles édictées par le Code de commerce et des principes généraux relatifs à l'établissement des comptes : principe de prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices. Les méthodes de calcul et d'évaluation sont celles préconisées par le Code des assurances et par le règlement ANC 2015-11 et, à défaut, celles du plan comptable général.

Le *reporting* Solvabilité II est établi conformément à la directive 2009/138/CE et aux actes délégués.

a. Autorité de contrôle

Au regard de son activité, ACM VIE SA est soumise au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) qui est l'organe de supervision français de la banque et de l'assurance (ACPR, 4 place de Budapest – 75436 Paris).

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, autorité administrative, veille à la préservation de la stabilité du système financier et à la protection des clients, assurés, adhérents et bénéficiaires des personnes soumises à son contrôle.

b. Auditeur externe de l'entreprise

Les deux commissaires aux comptes titulaires sont :

- le cabinet KPMG SA, Tour Egho, 2, av. Gambetta – 92066 Paris La Défense ;
- le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit SAS, 63 rue de Villiers – 92200 Neuilly-sur-Seine.

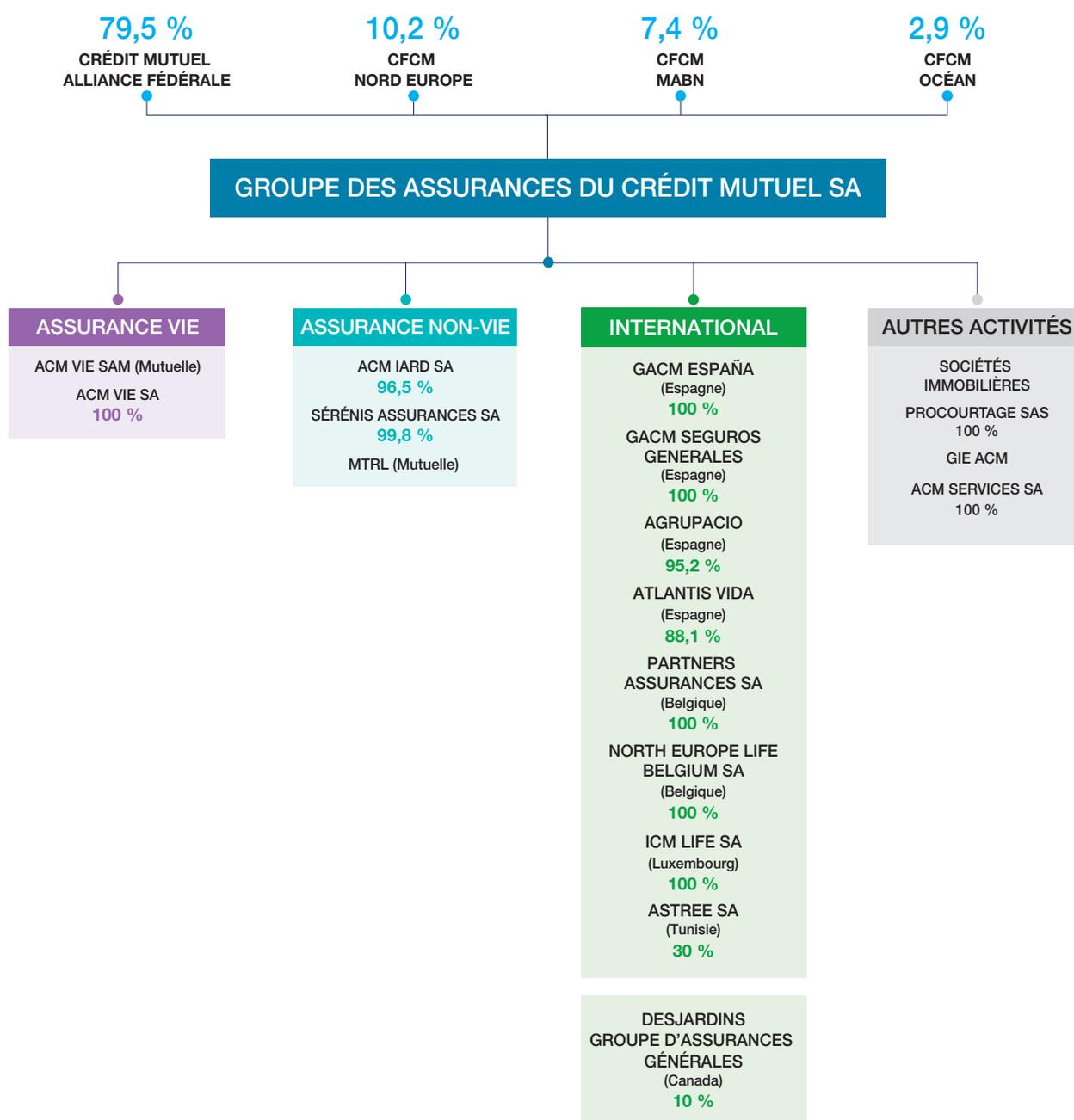
2. Situation de la société au sein du Groupe

a. Actionnariat

ACM VIE SA est principalement détenue par le GACM SA, dont le siège social est situé 4, rue Frédéric-Guillaume-Raiffeisen – 67000 Strasbourg (actionnaire à 99,99 %). Les autres actionnaires sont principalement des caisses régionales du Crédit Mutuel.

b. Organigramme du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA

ACTIONNARIAT



Le GACM SA est une société holding d'assurance qui consolide la société ACM VIE SA et les entités d'assurance suivantes :

- ACM VIE SAM, société d'assurance mutuelle ;
- ACM IARD SA et Sérénis Assurances SA, sociétés anonymes d'assurance IARD ;
- MTRL, mutuelle relevant du Livre II du Code de la mutualité.

À l'étranger, le GACM SA contrôle également les sociétés d'assurance suivantes :

- en Belgique : Partners Assurances SA et North Europe Life Belgium SA ;
- en Espagne : GACM ESPAÑA, S.A.U. ;
- au Luxembourg : ICM LIFE SA.

L'ensemble de ces sociétés compose le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA.

c. Effectif salarié de la société

Les entités françaises du GACM SA, dont ACM VIE SA, ont choisi de mutualiser leurs moyens matériels, techniques et humains au sein du GIE ACM, employeur unique des salariés au service de ses différents membres.

Le pouvoir de direction est exercé par le président du GIE ACM, également président du directoire du GACM SA et directeur général des principales filiales du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, ainsi que par la hiérarchie fonctionnelle mise en place au sein du GIE ACM.

3. Activité de la société

ACM VIE SA développe et gère une gamme complète de produits d'assurance de personnes (prévoyance, assurance vie et capitalisation) à destination de la clientèle de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, du Crédit Mutuel Nord Europe, du Crédit Mutuel Maine-Anjou Basse-Normandie et du Crédit Mutuel Océan.

Au 31 décembre 2020, ACM VIE SA est détentrice des agréments suivants :

- Branche 1 – Accidents – obtenu le 27 juin 2018 ;
- Branche 2 – Maladie – obtenu le 27 juin 2018 ;
- Branche 20 – Vie-Décès – obtenu le 14 août 1985 ;
- Branche 22 – Assurances liées à des fonds d'investissement – obtenu le 15 mai 1997 ;
- Branche 24 – Capitalisation – obtenu le 14 août 1985 ;
- Branche 26 – Toute opération à caractère collectif – obtenu le 10 juillet 2003.

Sur l'exercice 2020, la société ACM VIE SA est active sur les branches d'activité Solvabilité II (*Lines of Business*) suivantes :

- assurance santé (29) ;
- assurance avec participation aux bénéfices (30) ;
- assurance indexée et en unités de compte (31) ;
- autres assurances vie (32) ;
- réassurance vie (36).

B. RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

1. Informations sur les revenus et dépenses de souscription

(en millions d'euros)	31/12/2020				Total général
	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autre assurance vie	Autres lignes d'activité	
Primes brutes 2020	2 946	1 660	1 222	83	5 912
Charges de sinistres brutes 2020	4 461	539	402	45	5 446
Charges des autres provisions techniques brutes 2020	- 1 670	1 491	54	1	- 124
Frais engagés 2020	358	183	535	47	1 123

(en millions d'euros)	31/12/2019				Total général
	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autre assurance vie	Autres lignes d'activité	
Primes brutes 2019	4 560	1 241	1 179	84	7 064
Charges de sinistres brutes 2019	3 824	1 132	389	47	5 392
Charges des autres provisions techniques brutes 2019	595	1 672	25	3	2 295
Frais engagés 2019	356	171	512	47	1 086

Tableaux établis sur la base du QRT S.05.

Primes brutes

Les primes brutes de réassurance d'ACM VIE SA s'établissent à 5 912 millions d'euros, en diminution de 16,3 % par rapport à 2019.

L'assurance vie et capitalisation représente 74 % des primes totales d'ACM VIE SA. La baisse enregistrée par la collecte brute en euros (- 37,8 %) reflète la stratégie adoptée par la société de réorientation de la collecte vers les supports en UC dans une conjoncture de taux très bas. Elle a cependant été amplifiée par le contexte de crise sanitaire. La collecte en UC progresse quant à elle de 31,5 % pour atteindre 1 703 millions d'euros, portée par plusieurs campagnes commerciales. Au global, la collecte brute est en repli de 21,6 % par rapport à l'exercice précédent.

La part des supports en unités de compte dans les primes d'assurance vie et capitalisation progresse à 39,1 % à fin 2020 contre 23,3 % à fin 2019.

138 millions d'euros ont été collectés sur le PER individuel (hors transferts internes) depuis son déploiement en mars 2020, et 164 millions d'euros ont été transférés depuis d'autres contrats d'assurance retraite (article 83, PERP, Madelin, etc.).

Les primes brutes de réassurance des assurances de personnes affichent une progression de 3,4 %, portée par l'évolution positive des portefeuilles.

Charges des sinistres bruts

La charge des sinistres au titre des différents contrats d'assurance progresse de 1,0 %. La baisse des rachats en assurance vie et capitalisation est compensée par une hausse de la charge des décès. En emprunteurs et prévoyance, celle-ci reste toutefois mesurée au regard des capitaux assurés par la société.

La charge des autres provisions techniques, qui reflète principalement la variation des encours d'assurance vie, est en forte baisse par rapport à 2019 (- 2 419 millions d'euros). Cette variation résulte notamment de la décollecte enregistrée sur les supports en euros (- 1 685 millions d'euros), contre une collecte nette positive de 593 millions d'euros l'année précédente.

Frais engagés

Les dépenses et frais engagés s'élèvent à 1 123 millions d'euros en 2020, en hausse de 3,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Au détail, les commissions versées atteignent 949 millions d'euros en 2020 et représentent 85 % des frais engagés. Elles sont en augmentation de 3,1 % par rapport à 2019. Elles se répartissent entre commissions d'acquisition et commissions sur encours.

Les commissions d'acquisition s'établissent à 595 millions d'euros et progressent de 3,2 % par rapport à 2019. La bonne tenue du chiffre d'affaires en assurances de personnes permet de compenser la baisse des commissions à l'entrée en assurance vie.

Les commissions sur encours, y compris les commissions de rétrocession, s'élèvent à 354 millions d'euros contre 344 millions d'euros en 2019 soit une progression de 3,0 %.

Les autres frais sont principalement constitués de la part des charges communes remboursées au GIE ACM, qui gère les moyens communs aux sociétés françaises du GACM SA. Ils s'élèvent à 174 millions d'euros en 2020, en hausse de 4,8 %. Les développements informatiques en prévoyance et en épargne expliquent la poursuite de l'augmentation des frais.

2. Analyse de la performance de souscription

(en millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Primes brutes	5 912	7 064
Charges des sinistres (y compris frais de gestion)	- 5 472	- 5 418
Charges des provisions techniques	94	- 2 289
Ajustements des ACAV nets	426	1 613
Solde de souscription	960	970
Produits nets des placements	1 903	2 224
Participation aux résultats	- 1 264	- 1 560
Solde financier	638	664
Solde des résultats financiers et de souscription	1 598	1 634
Frais de gestion et commissions	- 1 046	- 1 006
Autres produits et charges techniques	- 78	- 47
Solde de réassurance	- 2	- 3
Résultat technique net	471	578

Le solde des résultats financiers et de souscription de la société recule de 2 % en 2020 pour s'établir à 1 598 millions d'euros, contre 1 634 millions d'euros un an auparavant.

La performance financière d'ACM VIE SA a permis de maintenir un taux de rémunération des contrats euros équivalent à celui de 2019. ACM VIE SA a doté les provisions pour participation aux bénéfices à hauteur de 440 millions d'euros, les portant ainsi

à 5 308 millions d'euros au 31 décembre 2020. Par conséquent, malgré le contexte de crise sanitaire et économique en 2020, ACM VIE SA poursuit l'augmentation de sa capacité distributrice et la réduction de son exposition au risque de taux.

Le résultat technique net d'ACM VIE SA s'établit à 471 millions d'euros, en recul de 19 % par rapport à 2019.

C. RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

1. Produits financiers de l'exercice

Les produits financiers de l'exercice 2020 se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	2020					Total	2019	Évolution 2020/2019
	Obligations	Actions et fonds	Prêts et emprunts	Trésorerie et dépôts	Autres produits et charges			
Revenus nets	1 355	683	0	- 1	- 18	2 018	2 236	- 9,7 %
Plus et moins-values	3	6	0	0	- 2	8	127	
Plus et moins-values de cession	62	6	0	0	- 2	67	135	
Dotation/reprise nette réserve de capitalisation	- 59	0	0	0	0	- 59	- 7	
Amortissement des immeubles	0	0	0	0	- 2	- 2	- 2	NA
Provisions pour dépréciation	0	- 11	0	0	0	- 11	- 16	
■ dotations	0	- 13	0	0	0	- 13	- 43	
■ reprises	0	2	0	0	0	2	27	
Produits financiers (en euros)	1 358	678	0	- 1	- 22	2 014	2 345	- 14,1 %
Ajustements des ACAV	26	400	0	0	0	426	1 613	- 73,6 %
Produits financiers totaux	1 384	1 078	0	- 1	- 22	2 439	3 959	- 38,4 %

Les produits financiers en euros s'élevèrent à 2 014 millions d'euros en 2020, contre 2 345 millions d'euros en 2019, soit une baisse de - 14,1 %.

La baisse des revenus nets avant plus et moins-values et dotation des provisions pour dépréciation (- 9,7 %) s'explique :

- par la dilution du rendement du portefeuille obligataire qui fait suite à un contexte de taux durablement ;

- par la baisse des dividendes perçus en 2020 sur les actions et fonds en raison du contexte économique dégradé.

Les ajustements ACAV (assurances à capital variable), relatifs aux contrats en unités de comptes, sont passés de 1 613 millions d'euros en 2019 à 426 millions d'euros en 2020, soit une baisse de - 73,6 %. Ils restent néanmoins positifs, traduisant la qualité des supports proposés aux assurés.

2. Politique d'investissement menée en 2020

Les investissements de taux

Au cours de l'année 2020, les achats obligataires nets des ventes se sont élevés à 4 459 millions d'euros.

Les taux d'intérêt ont continué de baisser en 2020 pour atteindre des niveaux historiquement bas. La moyenne annuelle de l'OAT s'est établie à - 0,14 %. Le taux moyen des achats est en baisse par rapport à l'année précédente, passant de 0,98 % à 0,86 %.

Les investissements en actions

En 2020, les achats nets se sont élevés à 480,9 millions d'euros sur les actions de la zone euro et 124,6 millions sur les OPCVM (investissement sur les États-Unis, l'Asie et sur la thématique de la transition énergétique). La compagnie a également réalisé des opérations d'achats/ventes.

L'exposition actions et OPCVM actions représente 9,2 % des placements à fin 2020, contre 8,6 % en 2019.

D. RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

Les sources de revenus et dépenses de la société, en dehors de celles relatives à la souscription et aux investissements, sont les suivantes :

- les autres produits et charges techniques, résultant de l'exploitation normale de l'entreprise et qui n'auraient pas été affectés à d'autres rubriques ;
- les autres produits et charges non techniques, non rattachés à l'activité d'assurance et essentiellement composés de l'effet IS sur les reprises et les dotations à la réserve de capitalisation ;

- le résultat exceptionnel comportant à hauteur de 7,5 millions d'euros la contribution au fonds de solidarité mise en place par les pouvoirs publics et visant à pallier les conséquences économiques et financières de cette crise sanitaire auprès des TPE et des indépendants ;
- l'impôt sur les bénéfices. La convention d'intégration fiscale actuelle qui lie la société au GACM SA prévoit que la société constate comptablement sa charge d'impôt comme si elle ne faisait pas partie d'un groupe d'intégration fiscale.

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat technique net	471	578
Produits financiers sur fonds propres	- 15	- 12
Autres produits et charges non techniques	135	143
Impôts	- 183	- 241
Résultat net	408	468

E. AUTRES INFORMATIONS

Aucune information supplémentaire relative à l'activité et aux résultats de l'entreprise n'est à apporter.

2

SYSTÈME DE GOUVERNANCE

2

A. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE	16	D. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	24
1. Structure de la gouvernance	16	1. L'organisation générale	24
2. Délégation de responsabilités, attribution des fonctions, lignes de <i>reporting</i>	18	2. Les objectifs	24
3. Politique et pratiques de rémunération	18	3. Le dispositif de contrôle interne	24
4. Transactions importantes conclues avec des actionnaires, avec des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle	19	4. Dispositif de conformité	25
B. EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ	19	E. FONCTION D'AUDIT INTERNE	26
1. Description des exigences d'aptitudes, de connaissances, d'expertise et d'honorabilité	19	1. Indépendance	26
2. Mise en œuvre de la vérification des compétences et de l'honorabilité	20	2. Objectivité	26
C. SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES	21	3. Fonctionnement	26
1. Gestion des risques	21	4. Planification de l'activité	27
2. Organisation du système de gestion des risques	23	5. Déroulement des missions	27
		F. FONCTION ACTUARIELLE	27
		G. SOUS-TRAITANCE	28
		H. AUTRES INFORMATIONS	28

A. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

1. Structure de la gouvernance

Conformément aux exigences issues de la directive Solvabilité II, la société a mis en place des règles de gouvernance basées sur une répartition claire des responsabilités et un système efficace de gestion des risques.

La gouvernance de la société s'articule autour de :

- son assemblée générale ;
- son conseil d'administration et le comité d'audit et des risques ;
- sa direction effective ;
- sa direction opérationnelle ;
- ses comités ;
- ses responsables des fonctions clés.

a. L'assemblée générale

ACM VIE SA est principalement détenue par le GACM SA (actionnaire à 99,9 %), les autres actionnaires étant la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM), la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CFCM), ACM VIE SAM, le Crédit Industriel et Commercial (CIC), le Crédit Mutuel Centre Est Europe (CM CEE), M. Nicolas Théry et des caisses régionales du Crédit Mutuel.

b. Le conseil d'administration et le comité d'audit et des risques

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations stratégiques de la société. Il supervise et exerce un contrôle permanent de la gestion de la société effectuée par la direction effective (directeur général, directeur général délégué) qu'il a nommée. Il s'assure notamment que ladite gestion est en adéquation avec les orientations stratégiques fixées. Cette supervision est notamment rendue possible *via* la communication de différents *reportings* établis par la direction effective, les directions opérationnelles et les fonctions clés.

La composition du conseil d'administration est basée sur une diversité et une complémentarité d'expériences et de connaissances. Chaque administrateur dispose de compétences techniques spécifiques permettant au conseil de remplir collectivement ses missions ainsi que d'une intégrité absolue permettant une gestion saine et prudente.

Le conseil d'administration est composé de huit membres au 31 décembre 2020.

Il peut se saisir de toutes les questions intéressant la bonne marche de la société en exerçant tous les contrôles qu'il juge opportuns.

Il est en particulier en charge :

- de l'approbation de toute opération significative portant notamment sur des projets d'investissements ou de désinvestissements importants, des acquisitions, cessions, restructurations, des accords stratégiques d'alliance et de coopération ;
- de la convocation aux assemblées générales ;
- du suivi du processus d'élaboration de l'information financière et de l'examen de la situation financière ;
- de l'établissement de l'inventaire, des comptes annuels et du rapport de gestion, ainsi que de l'établissement des documents de gestion prévisionnelle et des rapports correspondants ;
- du pilotage de manière active de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité, de la définition du profil de risque et de la validation du rapport ORSA ;
- de l'élaboration du rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- du suivi de l'activité des fonctions clés ;
- du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- de l'approbation des politiques écrites mentionnées à l'article L.354-1 du Code des assurances ;
- de la définition et de l'évaluation du système de gouvernance à travers l'approbation du recueil des règles d'organisation et de la révision périodique de son efficacité ainsi que de son adaptation.

Les règles de fonctionnement du conseil d'administration sont également précisées dans le règlement intérieur qui édicte :

- les règles relatives à la composition du conseil ;
- les modalités d'organisation des réunions du conseil (fréquence, durée, lieu des réunions, règles de *quorum* et de majorité) ;
- les règles relatives à l'information des administrateurs ;
- les attributions détaillées du conseil ;
- les obligations générales liées à la fonction des administrateurs (confidentialité, assiduité, diligence, gestion des conflits d'intérêts et indépendance).

Le comité d'audit et des risques

Un comité d'audit et des risques a été mis en place au niveau de la structure holding du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, le GACM SA. Ses activités et ses missions bénéficient à l'ensemble des entités assurantielles de droit français du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, dont ACM VIE SA et à l'entité liée ACM VIE SAM.

Ce comité prépare les travaux du conseil de surveillance du GACM SA et des conseils d'administration des entités d'assurance françaises du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, permettant l'examen détaillé des sujets relevant de ses compétences et la prise en compte des particularités de chacune d'elles.

Le comité assure pour toutes les entités d'assurance françaises du GACM SA les missions suivantes :

- missions liées à l'audit :
 - suit le processus d'élaboration des comptes annuels et assure le suivi du contrôle légal des comptes effectué par les commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes soumettent un rapport complémentaire au comité d'audit (RCCA). L'objectif de ce rapport est de renforcer la valeur du contrôle légal des comptes en améliorant la communication entre les CAC et le comité d'audit et des risques,
 - suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- missions liées à la gestion des risques à travers des rapports afférents au processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité et en s'appuyant sur la cartographie et la mesure des risques majeurs. Il assure également le suivi de la fonction conformité et le contrôle permanent de second niveau ;
- validation des rapports suivants :
 - rapport sur la situation financière (SFCR),
 - rapport régulier au contrôleur (RSR),
 - rapport sur le contrôle interne du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Le comité d'audit et des risques est régulièrement informé de l'activité des fonctions clés qui assistent à ses réunions et de l'évolution du système de gouvernance de la société.

Un règlement intérieur précise l'étendue de ses attributions ainsi que ses règles de fonctionnement (composition du comité et modalités d'organisation des réunions).

c. La direction effective

Conformément aux dispositions légales, la direction effective de la société est assurée par un directeur général et un directeur général délégué.

Le directeur général

Monsieur Pierre Reichert a été nommé directeur général de la société par le conseil d'administration du 30 juin 2015.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées des actionnaires et au conseil d'administration.

Sans que cette énumération ne soit exhaustive, le directeur général dispose des pouvoirs suivants :

- concernant la marche générale de la société :
 - assurer la direction effective de la société ACM VIE SA et représenter la société dans ses rapports avec les tiers,
 - piloter et coordonner les activités de la société,
 - établir des propositions de développement de l'activité à soumettre au conseil d'administration, et lui fournir les informations utiles à l'établissement d'une politique générale et d'une stratégie adéquate de la société ;

- concernant la situation financière de la société :
 - élaborer et présenter au conseil d'administration la situation financière, la situation de trésorerie,
 - élaborer et présenter les documents de gestion prévisionnelle et des engagements ainsi que les comptes annuels de la société,
 - valider les états de *reportings* trimestriels et annuels de Solvabilité II,
 - organiser un système de contrôle permettant d'établir avec une assurance raisonnable la fiabilité des processus d'élaboration de l'information financière ;
- concernant la gestion des risques et les règles de gouvernance :
 - élaborer et proposer au comité d'audit et des risques et au conseil d'administration une définition du profil de risque de la société,
 - mettre en place un système de gestion des risques efficace adapté au profil de risque de la société et intégré à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de la société,
 - mettre en place un système de contrôle interne et des plans de continuité de l'activité.

Le directeur général délégué

Le conseil d'administration a nommé en séance du 30 juin 2015 un directeur général délégué en la personne de Madame Catherine Allonas Barthe⁽¹⁾.

À l'égard des tiers, le directeur général délégué est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs attribués aux assemblées générales et au conseil d'administration.

Les dirigeants effectifs sont assistés dans la gestion effective par :

- la direction opérationnelle ;
- des comités ;
- les responsables des fonctions clés.

En centralisant l'ensemble de ses effectifs salariés et les moyens techniques au sein du GIE ACM, le GACM SA, ses filiales et les entités françaises liées ont adopté un fonctionnement transverse et commun garant d'une gestion saine et transparente.

d. La direction opérationnelle

Le comité exécutif mis en place depuis le 2 novembre 2020 a pour objet de piloter et coordonner en rangs resserrés les activités du GACM SA et de ses entités.

La gestion effective des structures du GACM SA est basée sur un principe de transversalité. Chaque directeur est responsable de son département et gère son activité pour toutes les entités d'assurance françaises du GACM SA, ce qui garantit un service de qualité homogène à l'ensemble des entités.

(1) Son mandat a pris fin le 31 janvier 2021. Son remplaçant Nicolas Govillot a été nommé directeur général délégué lors du conseil d'administration du 16 février 2021.

Le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA dispose ainsi d'une structure organisationnelle et opérationnelle conçue pour soutenir la réalisation de ses objectifs d'évolution et de stratégie. L'organisation adoptée garantit également, pour tous les acteurs du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, une connaissance et une prise en compte appropriées de l'organisation et du modèle économique des différentes entités, des liens et des relations entre elles et donc des risques qui pourraient survenir pour en permettre une meilleure anticipation et une prise en charge optimisée.

e. Les comités

Le comité exécutif, présidé par le président du directoire du GACM SA, se réunit au minimum une fois par mois pour étudier les sujets stratégiques et d'actualité de la société.

Le directeur général et l'ensemble des directeurs opérationnels se réunissent également tous les mois en comité de direction afin d'examiner les différents aspects des opérations de la société.

L'équipe de direction peut également constituer des comités ayant pour mission de procéder à l'examen de questions techniques et de la conseiller à ce sujet.

f. Les responsables des fonctions clés

Nommées par le conseil d'administration, les responsables des fonctions clés sont indépendants et renforcent la structure de gestion ainsi que les procédures de maîtrise des risques.

Les fonctions clés sont séparées de l'activité opérationnelle sur laquelle porte leur contrôle, garantissant ainsi leur indépendance. Pour assurer leur fonction, les responsables des fonctions clés s'appuient sur des compétences techniques acquises dans le cadre de leur cursus et à l'occasion de formations régulières. Ils bénéficient également de l'expérience professionnelle développée au sein du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, laquelle leur permet de bénéficier d'une parfaite connaissance des rouages et de l'organisation des différentes entités.

Enfin, ils s'appuient sur des équipes composées de personnes disposant des diplômes nécessaires et de compétences suffisantes pour permettre la bonne réalisation des missions. Ils disposent ainsi d'une organisation structurelle et de moyens techniques leur permettant de mener leur fonction en toute indépendance.

Les responsables des fonctions clés sont hiérarchiquement rattachés à la direction générale à laquelle ils peuvent directement remonter toute information utile. Ils bénéficient d'un accès direct à l'organe de contrôle par l'intermédiaire du comité d'audit et des risques auquel ils participent. Ce comité est exclusivement composé de membres du conseil de surveillance du GACM SA et des conseils d'administration de ses filiales.

Si le conseil l'estime nécessaire et/ou si les responsables des fonctions clés en font la demande, le conseil peut les entendre en dehors de la présence de la direction effective.

Le fonctionnement des fonctions clés est détaillé dans des politiques écrites revues annuellement par le conseil d'administration. Celui-ci reçoit des rapports sur leurs missions, est informé des conclusions qu'elles tirent des contrôles effectués et des propositions d'évolution des procédures qu'elles préconisent.

2. Délégation de responsabilités, attribution des fonctions, lignes de reporting

a. Délégation de responsabilités, attribution des fonctions

En application du principe des « quatre yeux » issu de la directive Solvabilité II, la direction effective d'ACM VIE SA se compose d'un directeur général et d'un directeur général délégué qui sont investis à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société.

Des délégations de pouvoirs peuvent être mises en place par la direction effective en faveur des directeurs opérationnels.

b. Lignes de reporting

La société ACM VIE SA a mis en place un système de *reporting* permettant d'assurer l'adéquation permanente des informations communiquées avec les exigences définies par la réglementation en vigueur ainsi que la qualité des données. À cette fin, une politique de *reporting* a été mise en place au sein du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA.

Les différentes informations issues des lignes de *reporting* sont communiquées à la direction effective.

3. Politique et pratiques de rémunération

La société ACM VIE SA s'inscrit dans le respect de la politique de rémunération du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA, laquelle s'inscrit dans la politique de rémunération générale édictée par Crédit Mutuel Alliance Fédérale, qui se veut avant tout raisonnée et responsable, cherchant en priorité à aligner les intérêts du groupe et ceux de ses collaborateurs et à préserver l'intérêt de ses sociétaires et clients.

Dans ce cadre, le GACM SA et ses entités d'assurance ont adopté comme règle l'absence de rémunération d'une personne au titre de son mandat social.

Les principes de rémunération sont développés dans une politique dédiée qui a été adoptée par le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA et ses entités d'assurance.

La politique de rémunération du GACM SA est au service d'une gestion saine, durable et efficace des activités et n'encourage nullement la prise de risque au-delà des limites de tolérance arrêtées par le GACM SA.

L'entreprise s'interdit tout dispositif de rémunération qui serait susceptible d'influencer ou d'impacter l'activité de ses salariés au détriment des aspects sociaux et environnementaux ou de l'intérêt de ses clients, dont la primauté est au centre des préoccupations du GACM SA. Ce dernier privilégie la prudence, comportement inspiré des valeurs mutualistes portées par Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Par ailleurs, dans le cadre de sa gestion financière, le GACM SA et ses entités d'assurance ont mis en place une politique d'investissement durable permettant une prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux, limitant ainsi les externalités négatives liées à ses investissements.

Dans le cadre de leur contrat de travail, les dirigeants et les responsables des fonctions clés sont soumis au système de rémunération applicable à tous les salariés du GIE ACM.

Ils sont soumis à la convention collective de Crédit Mutuel au même titre que l'ensemble des salariés, laquelle prévoit une structure de rémunération simple et transparente.

La rémunération, les augmentations ainsi que l'attribution de primes sont déterminées, comme pour l'ensemble des salariés, par le président du GIE ACM en relation avec la direction des ressources humaines.

Le GACM SA a fait le choix, conformément à l'article 275 1. f) du règlement délégué (UE) 2015/35 du 10 octobre 2014 et à son organisation interne, de se référer au comité des rémunérations mis en place au sein de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, structure faitière.

Le comité des rémunérations préserve le modèle d'un système de rémunération transparent et incitant à une gouvernance saine.

Un règlement intérieur précise ses missions, ses modalités de fonctionnement et son périmètre de compétence.

4. Transactions importantes conclues avec des actionnaires, avec des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle

Néant.

2

B. EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

Une politique écrite relative à l'application des exigences de compétence et d'honorabilité a été mise en place au sein du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA.

Cette politique décrit les modalités d'évaluation et de mise en œuvre, par les organes responsables, de la nomination, de la compétence et de l'honorabilité des dirigeants effectifs, des responsables des fonctions clés et des membres des organes de contrôle.

Elle décrit aussi les modalités de transmission à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution des informations relatives à la compétence et l'honorabilité des personnes auxquelles ces exigences s'appliquent conformément à l'instruction 2018-I-09 de l'ACPR.

1. Description des exigences d'aptitudes, de connaissances, d'expertise et d'honorabilité

Une compétence individuelle

Le profil de chacun des membres de l'organe de gestion, de contrôle et de surveillance doit répondre à certains critères fixés par la réglementation. Ces critères portent sur :

- l'honorabilité ;
- les compétences ;

- l'expérience ;
- les connaissances ;
- la disponibilité ;
- les conflits d'intérêts ;
- l'honnêteté, l'intégrité et l'indépendance d'esprit.

L'évaluation des compétences individuelles au sein d'ACM VIE SA prend ainsi en compte, de façon proportionnée à leurs attributions et leurs tâches, les connaissances et expériences des personnes intéressées. Les diplômes, les formations, les expériences, les résultats obtenus sont des éléments d'appréciation de cette compétence. Les formations dont les personnes intéressées pourront disposer au cours de leur mandat sont également prises en compte dans l'appréciation. Lorsque des mandats ont été antérieurement exercés, la compétence est présumée à raison de l'expérience acquise.

Par ailleurs, les dirigeants effectifs disposent d'une compétence individuelle suffisamment large sur les activités et les risques de l'entreprise ainsi que d'une bonne connaissance du cadre réglementaire et prudentiel. Ils jouissent des qualités de *management* et d'une aptitude à la réflexion stratégique. Ils disposent tous personnellement d'une connaissance appropriée de l'organisation du GACM SA, du modèle économique de ses différentes entités, des liens et des relations existantes entre elles. Ils font preuve d'une disponibilité suffisante pour exercer leurs fonctions.

Une compétence collective

Les dirigeants et membres de l'organe de contrôle possèdent collectivement les qualifications, les compétences, les aptitudes et l'expérience professionnelle nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et mandats. Il est entendu qu'au sein d'un organe collégial, l'évaluation de la compétence d'un membre et de la contribution qu'il peut apporter aux travaux, y compris le cas échéant au sein de comités spécialisés, est effectuée à la lumière des connaissances et expériences des autres membres. Au sein d'un organe collégial, la compétence doit être détenue de manière collective et il n'est pas exigé de chaque membre pris individuellement la maîtrise de l'exhaustivité des sujets.

Les connaissances requises

L'appréciation de la compétence porte notamment sur les points suivants :

- connaissance du marché ;
- stratégie d'entreprise ;
- technique de l'assurance ;
- cadre juridique (en particulier la réglementation relative à l'assurance, à son cadre d'exercice, à l'intermédiation et à la fiscalité) ;
- finance ;
- gestion des risques ;
- actuariat.

L'entreprise est attachée à disposer de membres de l'organe de contrôle et de supervision, de dirigeants effectifs et de responsables de fonctions clés justifiant de la plus haute intégrité personnelle. La justification de l'honorabilité est au demeurant une condition de l'exercice du mandat et nécessaire, le cas échéant, à l'inscription des dirigeants et membres de l'organe de contrôle au registre du commerce et des sociétés de l'entreprise.

Les dirigeants, membres de l'organe de contrôle et de supervision et responsables des fonctions clés sont assujettis au respect du recueil de déontologie de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

2. Mise en œuvre de la vérification des compétences et de l'honorabilité

Afin d'assurer le respect des exigences de compétences et d'honorabilité, la société GACM SA et ses entités d'assurance françaises, dont ACM VIE SA, se réfèrent au comité de nomination constitué au niveau de la société faitière Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.

Ce comité a principalement les missions suivantes :

- identifier et recommander au conseil des candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateur/membre du conseil de surveillance, de censeur, de dirigeant effectif, en vue de proposer leur candidature à l'organe compétent ;
- évaluer l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les membres du conseil de surveillance et d'administration ;
- préciser les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du conseil et évaluer le temps à consacrer à ces fonctions.

Ce comité se réunit au minimum deux fois par an et à chaque fois que cela est nécessaire.

Le comité des nominations dispose du CV du candidat, d'une lettre de motivation et d'une matrice des compétences.

Les avis du comité prennent la forme d'un procès-verbal. Un extrait dudit procès-verbal qui concerne les entités d'assurance françaises du GACM SA est communiqué aux membres des conseils pour les tenir informés des appréciations données afin qu'ils puissent statuer ou donner leur avis sur les nominations ou les renouvellements.

L'entreprise s'assure ainsi, préalablement à une nomination ou à un renouvellement, que les diplômes, les formations suivies et l'expérience acquise rendent le candidat pressenti apte à assumer la fonction envisagée. Tout au long de l'exercice de ses fonctions, le dirigeant effectif, membre de l'organe de contrôle ou responsable de fonction clé s'attachera à tout mettre en œuvre pour répondre en permanence aux exigences de compétences, notamment en suivant les formations permettant de conserver le niveau de compétence exigé par la fonction assumée. Un plan de formation est dans ce cadre proposé aux dirigeants et membres des conseils de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

L'honorabilité de la personne est vérifiée notamment sur la base d'une déclaration de non-condamnation, d'un extrait de casier judiciaire, d'une déclaration de non-faillite et de tout autre élément concret permettant de s'assurer de l'honorabilité personnelle et professionnelle.

C. SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

L'évaluation et la gestion des risques de la société visent à :

- garantir le respect des engagements vis-à-vis des assurés et assurer la continuité d'activité ;
- protéger la solvabilité ;
- développer l'activité de la société tout en protégeant les fonds propres ;
- sécuriser et optimiser le résultat comptable.

Le cadre d'appétence au risque, défini afin de répondre à ces objectifs, revêt plusieurs formes :

- le niveau des mesures de risque que l'entité souhaite protéger, qui correspond aux limites d'appétence au risque ;
- la définition de l'intensité des scénarios de *stress tests* envisagés correspondant à la réalisation des risques majeurs.

Le suivi trimestriel du cadre d'appétence au risque et l'analyse de l'ORSA, menée annuellement, permettent notamment d'étudier si les limites d'appétence au risque fixées sont respectées à une date donnée ainsi que dans un scénario prospectif central et dans des scénarios adverses.

Si les limites d'appétence au risque ne sont pas respectées dans un des scénarios envisagés, des solutions sont étudiées afin d'y remédier.

Des seuils d'alertes sont également suivis par la fonction gestion des risques.

Le système de gestion des risques de la société s'appuie sur des cartographies des risques, complétées par des tableaux de bord d'indicateurs de risque.

Les risques identifiés ont été regroupés en familles de risques :

- les risques techniques ;
- les risques financiers ;
- les autres risques dont les risques opérationnels.

Ces risques ainsi que leur mode d'évaluation, de gestion et de surveillance sont décrits plus précisément dans la politique de gestion des risques et dans la politique de gestion des risques liés aux investissements.

1. Gestion des risques

a. Gestion des risques techniques

La gestion des risques techniques porte globalement sur l'ensemble des risques que prend un assureur lors de la commercialisation de contrats d'assurance :

- le risque de souscription ;
- le risque de provisionnement ;
- le risque catastrophe.

La gestion des risques techniques s'articule autour des principaux piliers suivants :

- les pôles métiers qui assurent le développement commercial et la tarification ;
- le service actuariat-provisions techniques qui coordonne le calcul des provisions des bilans sociaux ;
- l'équipe S2 qui est responsable des calculs réglementaires et des sensibilités associées ;
- le contrôle de gestion dont les *reportings* et les analyses de fond permettent de suivre ces risques techniques dans la durée ;
- le service réassurance qui recense l'intégralité des risques à externaliser et définit le programme de couverture adéquat et le place sur le marché ;
- la fonction clé actuarielle qui a pour vocation la coordination actuarielle des différents pôles d'activité et la coordination du calcul des provisions techniques prudentielles, et qui émet un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- la fonction clé gestion des risques.

b. Gestion des risques financiers

La politique de gestion des risques financiers vise à mettre en place une structure d'actifs en adéquation avec les engagements de passif.

Les règles et les limites de placement et de gestion fixées constituent le premier maillon de la gestion des risques financiers. Ce corps de règles est décrit dans la politique de gestion des risques liés aux investissements et tient compte de l'obligation relative au principe de la « personne prudente ».

La gestion des risques financiers porte sur l'ensemble des risques suivants :

- le risque de taux ;
- le risque actions et autres actifs volatils ;
- le risque immobilier ;
- le risque de crédit ;
- le risque de contrepartie ;
- le risque de liquidité ;
- le risque de change.

Elle s'articule autour de plusieurs services :

- l'unité allocation d'actifs, qui définit en lien avec le service de gestion actif-passif (ou ALM) les allocations d'actifs stratégiques en fonction de contraintes de passif de façon à limiter le risque de taux, le risque actions et le risque immobilier ;
- le *risk management* financier qui bâtit un corps de limites et de règles internes visant à limiter l'exposition aux risques de liquidité, de concentration, de crédit et de contrepartie ;

- les gérants d'actifs, qui définissent les allocations tactiques et gèrent les portefeuilles d'actifs, tout en tenant compte des contraintes fixées par l'ALM et le *risk management* financier ;
- le service de contrôle des risques financiers, qui s'assure, *a posteriori*, du respect des limites fixées ;
- la fonction clé gestion des risques.

c. Gestion des autres risques

Qualité des données

Le suivi de la qualité des données utilisées dans les calculs de provisions et le *reporting* Solvabilité II constitue un enjeu et une préoccupation permanente pour le GACM SA et ses entités, comme notamment ACM VIE SA. Le processus qualité des données mis en place dans le cadre de Solvabilité II a pour objet de s'assurer que les données utilisées pour la tarification, les calculs d'engagements et plus largement les calculs de ratios de solvabilité soient adaptées et fiables.

La gestion de la qualité des données d'ACM VIE SA s'inscrit dans un contexte favorable qui repose sur les fondamentaux suivants :

- la délégation de gestion demeure très circonscrite. L'essentiel des données sont ainsi créées, gérées et contrôlées dans le système d'information d'ACM VIE SA ;
- les données utilisées dans les calculs Solvabilité II sont peu transformées entre le système d'information opérationnel et le système d'information décisionnel. Les utilisateurs du décisionnel restent par ailleurs des utilisateurs réguliers des applications opérationnelles et font remonter les éventuelles anomalies constatées ;
- les calculs d'engagements reposent sur les données techniques comptables dès lors que celles-ci possèdent la granularité nécessaire aux calculs. Ces données sont auditées par les commissaires aux comptes et dûment rapprochées des flux financiers.

Par ailleurs, ACM VIE SA s'est dotée d'une « politique de qualité des données » exigeante qui s'appuie sur les piliers suivants :

- une gouvernance qui place les pôles métiers qui fournissent les données au centre de son dispositif. Leur directeur est propriétaire des données ;
- son système d'information est urbanisé et commun aux différentes entités du GACM SA. Il est administré par Euro-Information, filiale de Crédit Mutuel Alliance Fédérale ci-après dénommée EI, dont les process sont certifiés ISO 9001 et ISAE 3402. Le GACM SA, ACM VIE SA et EI sont auditées régulièrement sur les contrôles généraux informatiques et sur la qualité des données ;
- son dictionnaire de données est partagé par tous les acteurs de la qualité des données. Les données pertinentes Solvabilité II y sont identifiées. Il centralise l'ensemble des données tout au long de leur cycle de vie et donne une définition universelle de chaque donnée. Il est mis à jour de façon régulière par les managers fonctionnels et techniques, sous la responsabilité des propriétaires de données auxquels ils sont rattachés ;
- un dispositif mensuel d'évaluation continue de la qualité des données basé sur des contrôles automatiques synthétisés dans des tableaux de bord par entité et par branche. Les

contrôles sont renforcés pour les données utilisées dans les calculs d'engagements Solvabilité II, avec la mise en place d'un suivi approprié des critères de pertinence, d'exhaustivité et d'exactitude. Les résultats de ces contrôles sont restitués mensuellement au sein des portails de contrôle interne. Ceux qui ne vérifient pas les seuils d'acceptabilité sont analysés et justifiés par les managers fonctionnels et techniques et, si nécessaire, des plans d'actions sont établis afin d'engager des travaux de remédiation ;

- une démarche d'amélioration permanente, notamment au travers du groupe de travail permanent qui réunit tous les deux mois l'ensemble des managers fonctionnels et techniques. Ses conclusions sont restituées aux propriétaires des données lors des comités qualité des données métiers (semestriels).

Un diagnostic de la qualité des données est réalisé annuellement, incluant notamment des tableaux de bord de contrôles, l'analyse des éventuelles anomalies et leurs impacts sur les engagements, les plans d'actions et de remédiations :

- il est examiné lors du comité qualité des données qui réunit l'ensemble des acteurs de la qualité des données. Ce comité valide les priorités et les plans d'actions d'amélioration et de remédiation ;
- il est par ailleurs formalisé dans un chapitre dédié du rapport annuel de la fonction clé actuarielle.

Risque de non-conformité

Le risque de non-conformité est entendu comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière ou d'atteinte à la réputation, résultant du non-respect des dispositions propres aux activités, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe de gouvernance de l'entreprise prises notamment en application des orientations générales du groupe.

ACM VIE SA dispose d'une organisation spécialement dédiée à la conformité. La gestion des risques de non-conformité fait l'objet d'une présentation spécifique dans la politique de conformité. La fonction clé gestion des risques doit être tenue informée de tout risque significatif de non-conformité. Elle est également associée à l'analyse et à la validation de tout nouveau produit d'assurance.

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont appréhendés différemment selon qu'ils se caractérisent par leur fréquence ou leur gravité. Les incidents ou sinistres sont répertoriés *via* un outil spécifiquement dédié. Cet outil, commun à l'ensemble des entités du GACM SA, sert à la construction de bases historiques de pertes et à terme permettra une quantification précise de l'exposition des risques de fréquence.

L'exploitation de l'ensemble des déclarations de risques opérationnels est opérée par une fonction centrale au niveau du GACM SA qui assure une homogénéité dans le traitement et la classification de l'origine des incidents rencontrés.

Des cartographies des risques permettent d'identifier, d'évaluer et de mesurer les risques encourus. Les données ainsi recueillies auprès des différents services et métiers sont ensuite consolidées au niveau du GACM SA afin d'aboutir à une vision globale des risques.

La fonction centrale en charge des risques opérationnels assiste également la compagnie dans la mise en œuvre de plans de réduction des risques, soit en agissant sur les causes des risques pour en diminuer l'occurrence (actions de prévention), soit sur leurs conséquences dans l'objectif d'en atténuer la gravité (actions de protection).

Des plans de continuité d'activité (PCA) sont déclinés pour les scénarios :

- d'indisponibilité totale des locaux ;
- d'indisponibilité des moyens humains ;
- d'indisponibilité de l'informatique ;

et doivent prévoir l'ensemble des solutions de secours permettant :

- de réagir rapidement et efficacement à une crise majeure ;
- d'assurer la reprise rapide des fonctions vitales de l'entreprise ;
- de déterminer le service minimum à apporter au client.

L'ensemble des procédures relatives aux PCA des branches d'activité sont accessibles à partir de l'intranet. En complément des procédures opérationnelles, la liste des collaborateurs concernés est également régulièrement actualisée.

La formalisation de ces plans consiste en la description des activités essentielles, la description du fonctionnement en mode dégradé et la détermination des moyens nécessaires au fonctionnement de l'activité.

Les risques de gravité et de fréquence rare sont appréhendés *via* des travaux de modélisation. L'ensemble des études menées sont formalisées et permettent d'évaluer et de quantifier l'impact de ces risques. Selon la nature des résultats, des actions de réduction d'exposition aux risques peuvent être entreprises.

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire (Covid-19), les PCA ont été activés avec efficacité, ce qui a permis d'assurer la résilience de la compagnie.

Risques liés à la transition énergétique

Les risques liés à la transition énergétique sont :

- les risques de pertes liées à des événements climatiques ;
- le risque de dépréciation de la valeur de certains actifs (risque de transition) ;
- le risque de pénalité financière et réglementaire ;
- le risque de réputation.

Les risques liés à l'environnement, au social et à la gouvernance (ESG) sont identifiés annuellement sur les actifs détenus en direct par les principales entités du GACM SA. Afin de limiter les investissements sur des actifs qui pourraient être porteurs de risques ESG, des outils, questionnaires et *process* ont été mis à la disposition des gérants d'actifs.

d. Gestion transverse des risques : ORSA (ou évaluation interne des risques et de la solvabilité)

Le processus ORSA de la société vise à piloter de manière transverse les risques de la société à court et moyen termes.

Des scénarios dits scénarios de *stress tests* portant sur les risques identifiés comme majeurs pour la société y sont envisagés. Ces *stress tests* peuvent porter sur un risque ou sur une combinaison de risques. Les résultats sont analysés au regard du critère d'appétence au risque.

Ces travaux sont transcrits dans un rapport annuel, ou dans un rapport *ad hoc* complémentaire à chaque fois que les circonstances le nécessitent.

Chaque processus ORSA complet fait l'objet d'une présentation au comité d'audit et des risques, puis au conseil d'administration qui doit en valider les principales hypothèses et conclusions et exprimer son attitude par rapport aux principaux risques auxquels la société est exposée.

2. Organisation du système de gestion des risques

La mise en place de la politique de gestion des risques s'effectue dans le cadre du système de gestion des risques du groupe auquel appartient la société.

L'organisation du système de gestion des risques comporte trois strates :

- le 1^{er} niveau correspond au contrôle, par chaque service opérationnel ou fonctionnel, des risques relevant de son champ de compétence ;
- le 2^e niveau de contrôle est réalisé par la fonction clé actuarielle, le service contrôle permanent, la fonction clé conformité, ainsi que la fonction gestion des risques qui est également en charge de la coordination de l'ensemble du dispositif ;
- le 3^e niveau de suivi des risques est effectué par la fonction clé audit interne qui vérifie l'efficacité du système de gestion des risques par des contrôles périodiques.

La responsabilité finale du système de gestion des risques incombe au conseil d'administration et à la direction effective, qui en confient la coordination à la fonction clé gestion des risques.

Le comité d'audit et des risques, émanation du conseil de surveillance/conseil d'administration, est le comité de suivi des risques encourus par les entités du GACM SA.

D. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

En qualité de filiales d'un groupe bancaire, les entreprises du GACM SA mettent en œuvre des procédures de recensement et de surveillance des risques similaires à celles qui sont imposées aux établissements de crédit, par l'arrêté du 3 novembre 2014.

Le dispositif de contrôle interne au sein de la compagnie ACM VIE SA s'inscrit donc dans le cadre de l'organisation générale du contrôle au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Le contrôle permanent du GACM SA est fonctionnellement rattaché au contrôle permanent métiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

1. L'organisation générale

ACM VIE SA a mis en place un dispositif de contrôle interne adapté à sa taille, à ses opérations et à l'importance des risques auxquels ses activités l'exposent.

La compagnie s'assure que son système de contrôle interne et de mesure des risques couvre, de manière exhaustive, l'ensemble de ses activités.

Au sein de la compagnie, les contrôles sont organisés en trois niveaux distincts :



Les contrôles de 1^{er} niveau

Ce sont tous les contrôles mis en œuvre au sein des services opérationnels de la compagnie pour garantir la régularité, la sécurité et la bonne fin des opérations réalisées ainsi que le respect des diligences liées à la surveillance des risques associés aux opérations.

Les contrôles de 2^e niveau

Les contrôles de 2^e niveau recouvrent les contrôles exercés par des fonctions de contrôle permanent et de conformité indépendantes des services opérationnels.

Les contrôles de 3^e niveau

Les contrôles de 3^e niveau sont réalisés par la fonction audit qui s'assure de la qualité et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne mis en place eu égard aux risques encourus par la compagnie dans le cadre de ses activités.

2. Les objectifs

Conformément à la définition du « COSO », référentiel de contrôle interne retenu, le processus de contrôle interne consiste à mettre en place et à adapter en permanence des systèmes de *management* appropriés, ayant pour but de donner aux administrateurs et aux dirigeants une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- la fiabilité de l'information financière ;
- le respect des réglementations légales et internes ;
- l'efficacité des principaux processus des compagnies et de la qualité des données ;
- la prévention et la maîtrise des risques auxquels la compagnie est exposée ;
- l'application des instructions de l'organe d'administration ;
- la protection des actifs et des personnes.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques d'erreurs ou de fraudes soient totalement éliminés ou maîtrisés. Il apporte cependant une assurance raisonnable que les objectifs précités sont atteints de manière satisfaisante.

La compagnie veille à ce que son dispositif de contrôle interne en place se fonde sur un ensemble de procédures et de limites opérationnelles conformes aux prescriptions réglementaires et aux normes du GACM SA.

Le contrôle permanent veille à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que le comportement des personnes s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et règlements applicables et qu'ils soient conformes à la déontologie et aux règles internes de la compagnie.

La bonne adéquation entre les objectifs qui sont assignés au contrôle interne et les moyens qui lui sont attribués est constamment recherchée.

3. Le dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne au sein de la compagnie s'articule entre contrôle permanent, contrôle périodique et conformité. Les fonctions de contrôle permanent et de gestion des risques opérationnels sont centralisées au sein d'un même service. Le service de contrôle permanent est indépendant des entités opérationnelles et financières qu'il est chargé de contrôler et bénéficie dans l'exercice de sa mission d'une liberté d'investigation et d'appréciation.

Le service de contrôle permanent travaille en étroite collaboration avec les services conformité et sécurité financière qui constituent des composantes du dispositif de contrôle interne en mettant en place des procédures permettant de s'assurer que les activités sont déployées dans le respect des exigences législatives et réglementaires, des normes professionnelles et des engagements auxquels le GACM SA a souscrit.

Le contrôle permanent veille à la cohérence du dispositif de contrôle interne en vigueur au sein du GACM SA et veille à ce qu'il soit correctement calibré par rapport aux risques. Il s'appuie sur une revue régulière des contrôles destinés à couvrir les risques inhérents aux activités, en matérialisant les contrôles dans des portails de contrôle interne. Il se fonde sur la cartographie des activités. Au travers de ses actions, le contrôle permanent cherche à promouvoir le contrôle interne au sein des différents métiers et à créer une culture du contrôle.

L'activité de contrôle permanent revêt plusieurs aspects :

- activité de contrôle qui consiste à veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne au sein de la compagnie, au respect de la réglementation, en particulier celle relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, et celle concernant la loi Sapin 2 ;
- activité de gestion des risques opérationnels : identification de la nature des risques encourus par la compagnie, évaluation de ces risques et mise à jour du plan de contrôle ;
- activité de supervision des métiers, des habilitations et de la qualité des données informatiques.

Le système mis en place est conçu de telle manière que l'intégralité des activités de la compagnie soit surveillée de manière régulière à travers une organisation de contrôle.

Le contrôle permanent se matérialise quotidiennement par la réalisation de contrôles de cohérence qui sont assumés par l'encadrement des services opérationnels. Au travers d'une charte de contrôle interne, une relation fonctionnelle est établie entre les services de contrôle permanent et de conformité et les services opérationnels pour les domaines que sont :

- le contrôle permanent ;
- la sécurité financière ;
- les habilitations ;
- les risques opérationnels ;
- la conformité.

Les contrôles mis en œuvre au sein de chaque service opérationnel visent à maîtriser les risques relevant de leur domaine d'activité. Ce dispositif se fonde sur une forte automatisation des outils de contrôle et sur un ensemble de procédures de gestion et de limites opérationnelles qui sont conformes eu égard à la réglementation et aux normes du GACM SA.

Parallèlement, le service de contrôle permanent opère un suivi et une supervision des contrôles opérés par les services opérationnels. De manière complémentaire, ce service effectue également en permanence :

- des contrôles sur l'ensemble des activités (production, sinistres, flux) ;
- des interventions au sein des services en vue d'apprécier tant leur gestion que le respect des règles internes et légales.

Au travers d'une charte, l'assureur délègue les contrôles portant sur la distribution des assurances aux distributeurs bancaires. Les corps de contrôle des réseaux vérifient le respect des procédures et s'assurent de l'effectivité des contrôles. Une restitution du résultat de ces contrôles est faite au moins annuellement à la compagnie.

Le directeur des contrôles et de la sécurité financière est membre du comité de direction du GACM SA. Le service contrôle permanent et le service conformité rendent compte périodiquement à la direction générale et au comité d'audit et des risques du résultat des travaux entrepris sur l'exercice et de l'efficacité du dispositif de contrôle interne déployé tant au niveau d'ACM VIE SA qu'au niveau des réseaux de distribution.

Le contrôle permanent peut être amené à opérer des missions spécifiques en vue de vérifier le bon fonctionnement opérationnel du dispositif de maîtrise des risques et d'apprécier la pertinence et la fiabilité du niveau de couverture des risques. Pour ce faire, il s'appuie sur les portails de contrôle interne en vigueur et il supervise les tâches de contrôle déléguées aux entités opérationnelles voire procède à des tests de fiabilité.

4. Dispositif de conformité

Le dispositif de conformité est animé par un responsable qui dispose de l'indépendance, de l'honorabilité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

La conformité : un dispositif au service de l'entreprise et de la clientèle

Cette mission consiste à accompagner les services de l'entreprise aux fins que les activités soient déployées avec la meilleure sécurité juridique et dans le respect des règles de protection de la clientèle.

La conformité contrôle le respect de la législation, de la réglementation, des directives du GACM SA ainsi que des engagements déontologiques qui régissent les activités.

Elle s'assure du déploiement d'une veille réglementaire et contribue à évaluer l'impact des textes.

Elle s'efforce d'identifier et d'évaluer les risques de non-conformité.

Au travers de son action, la conformité sert donc les intérêts de l'entreprise, qu'elle s'efforce de protéger contre tout risque de sanction et plus largement d'image et de réputation, et des clients, assurés et bénéficiaires, au travers du contrôle du respect des règles de protection de la clientèle.

Les principaux domaines d'action

En application des orientations générales du GACM SA et du conseil d'administration, la conformité impulse et déploie les procédures et les actions qui contribuent à l'accomplissement de sa mission, ce qui s'entend notamment de :

- s'assurer de la réalisation d'une veille réglementaire et de la prise en compte des exigences nouvelles ;
- veiller à la conformité des produits et des services ;
- veiller à la qualité de l'information destinée aux clients ;
- veiller au respect des règles en matière de distribution d'assurance et de sous-traitance ;
- sensibiliser les salariés aux exigences de conformité, notamment au travers d'actions de formation sur des thèmes tels que la protection des données personnelles et la déontologie ;

- garantir la bonne prise en compte et l'efficace traitement des réclamations ;
- justifier, dans tous les pays où pareilles exigences ont été introduites, d'une organisation et de moyens permettant l'identification des contrats d'assurance vie non réclamés en vue du règlement aux bénéficiaires des capitaux qui leur sont dus.

Pour les entités françaises, les plus amples précisions figurent au rapport sur les démarches réalisées et les moyens mis en œuvre en la matière, consultable sur Internet (<http://acm.fr/>).

La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale au travers des dispositifs EAI-CRS et FATCA relèvent de la sécurité financière, service dédié et distinct spécialement en charge.

E. FONCTION D'AUDIT INTERNE

La fonction d'audit interne conduit ses travaux en respect des normes professionnelles et du Code de déontologie de l'audit interne diffusés par l'Institut français de l'audit et du contrôle internes (IFACI), et notamment de la Norme 1100 qui précise que « l'audit interne doit être indépendant et les auditeurs internes doivent effectuer leur travail avec objectivité ».

1. Indépendance

La fonction d'audit interne des ACM est indépendante des entités opérationnelles et financières qu'elle est chargée de contrôler et bénéficie dans l'exercice de sa mission d'une liberté d'investigation et d'appréciation, conformément à la politique d'audit interne. La fonction d'audit interne est rattachée hiérarchiquement à la direction effective à qui elle rapporte directement.

Le responsable de la fonction clé audit interne rend compte à la direction effective à tout moment et au moins une fois par an au comité d'audit et des risques du résultat des contrôles effectués par l'ensemble des corps de contrôle périodique intervenant sur le périmètre d'ACM VIE SA, du niveau global de maîtrise des opérations ainsi que de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations. Il rapporte également les problèmes significatifs constatés touchant les processus de *management* des risques, de contrôle, de gouvernance d'entreprise, ou d'organisation. En outre, le responsable de la fonction audit interne transmet chaque année un rapport d'activité de la fonction clé audit interne à destination du conseil de surveillance.

Si la fonction clé audit constate l'existence d'un risque systémique, elle en informe dans un premier temps le directeur général d'ACM VIE SA. Dans un second temps, elle peut transmettre à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) un rapport relatif à ces constats, après avoir préalablement informé le directoire ou le comité d'audit et des risques de cette démarche.

Contrôle et reporting

Acteur du contrôle interne, la conformité contribue, avec le contrôle permanent et le service en charge de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, au déploiement du plan de contrôle de l'entreprise.

Le responsable de la conformité rend régulièrement compte de son action. Il établit un rapport trimestriel d'activité. Il présente annuellement au moins au conseil d'administration, par l'entremise du comité d'audit et des risques du GACM SA, un bilan de son action et le plan d'action pour l'année à venir.

2. Objectivité

Les auditeurs montrent le plus haut degré d'objectivité professionnelle en collectant, évaluant et communiquant les informations relatives à l'activité ou au processus examiné. Les auditeurs évaluent de manière équitable tous les éléments pertinents et ne se laissent pas influencer dans leur jugement par leurs propres intérêts ou par autrui.

Ils informent le responsable de l'audit de toute situation les plaçant, où dont on peut légitimement penser qu'elle les place, en position de conflit d'intérêts ou de partialité. À ce titre, durant un an, il leur est interdit d'auditer une activité à laquelle ils ont participé ou pour laquelle ils ont eu des responsabilités.

3. Fonctionnement

Le fonctionnement de l'activité d'audit interne est régi par une politique d'audit validée et revue annuellement par le conseil de surveillance du GACM SA, et qui s'applique à l'ensemble des sociétés du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel SA. Cette politique d'audit interne se réfère aux normes professionnelles et au Code de déontologie de l'audit interne qui sont diffusés en France par l'IFACI et qui constituent le cadre de référence international de l'audit sur les points suivants :

- l'indépendance de la fonction d'audit interne ;
- les conflits d'intérêts au sein de la fonction d'audit interne ;
- la politique d'audit interne ;
- le plan d'audit interne ;
- la documentation d'audit interne ;
- les tâches de la fonction d'audit interne.

La politique d'audit interne de l'entreprise se conforme aux orientations 40 à 45 de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA pour son sigle anglais) en la matière.

4. Planification de l'activité

La fonction d'audit interne établit et met en œuvre un plan tenant compte de toutes les activités du GACM SA ainsi que de leurs développements attendus. Pour des raisons opérationnelles, les missions d'audit relatives aux activités de distribution au sein des réseaux CM et CIC sont déléguées au contrôle périodique réseau de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et les missions relatives aux activités de prestations de services (informatique, éditique, etc.) assurées par des entités appartenant au Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont déléguées au contrôle périodique métiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

La méthodologie de détermination du plan d'audit est fondée sur une cartographie basée sur une approche par les risques évalués de manière quantitative et qualitative, afin que la fréquence d'audit des activités soit corrélée à leur degré d'exposition aux risques. L'axe d'analyse retenu pour évaluer et hiérarchiser les risques est l'exigence de fonds propres réglementaires, calculée dans le régime prudentiel de Solvabilité II par le SCR (capitaux de solvabilité requis). Le plan d'audit est déterminé chaque année, sur une durée quinquennale, afin de définir des priorités cohérentes avec la stratégie de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et de donner une assurance raisonnable sur la maîtrise des risques de ses activités. Le plan annuel d'audit interne est également établi en coordination avec la présidence du directoire, le contrôle périodique métiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale ainsi que l'inspection générale confédérale. Le plan d'audit fait l'objet d'une validation par le comité d'audit et des risques.

L'inspection générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel et l'audit groupe de Crédit Mutuel Alliance Fédérale peuvent également intervenir sur le périmètre du GACM SA, au titre de leur mandat. Ces deux corps réalisent leurs missions au titre de leur plan d'audit défini par leurs instances respectives. Les missions portant sur le périmètre du GACM SA sont validées par le comité d'audit et des risques du GACM SA.

5. Déroulement des missions

Les missions planifiées ont pour objectifs d'identifier les forces et les faiblesses des activités ou des structures auditées et de formuler des recommandations. Elles contribuent à affiner les évaluations des risques et à améliorer le fonctionnement et l'efficacité des structures.

À l'issue de chaque mission, la fonction d'audit interne rédige un rapport qui retrace l'ensemble des faiblesses relevées et émet des recommandations pour y remédier. L'entité auditée dispose de la possibilité d'apporter ses commentaires aux recommandations formulées.

Le rapport qui est rédigé à l'issue d'une mission est adressé à l'entité concernée ainsi qu'au directeur du pôle métier concerné en vue de planifier la mise en œuvre des recommandations. Dès lors que le calendrier des recommandations est arrêté d'un commun accord entre l'entité auditée et la fonction d'audit interne, le rapport est transmis à la direction effective de la structure auditée.

Les entités sont responsables de la mise en œuvre des recommandations. Pour l'ensemble des missions effectuées, un suivi des recommandations est réalisé à travers un outil de suivi dédié. L'objectif est de formuler une appréciation générale sur l'avancement du plan d'actions et l'atteinte des résultats par l'entité auditée. Cela est formalisé dans un rapport de suivi émis dans un délai d'un à deux ans après la diffusion du rapport d'audit initial et suivant l'échéance des recommandations.

2

F. FONCTION ACTUARIELLE

La gouvernance de la fonction actuarielle de la société est définie dans la politique de la fonction actuarielle commune à toutes les entités françaises du GACM SA, validée par le conseil d'administration.

Conformément aux responsabilités de la fonction actuarielle décrites à l'article 48 de la directive Solvabilité II, les missions de la fonction actuarielle se déclinent en cinq axes principaux :

- la prise en charge de la coordination du calcul des provisions techniques prudentielles et la validation des modèles d'évaluation Solvabilité II ;
- la coordination des problématiques actuarielles des différentes branches d'activité, notamment par la rédaction d'avis formalisés tout au long de l'année portant sur les nouveaux produits et les nouvelles garanties, et par l'analyse de la politique globale de souscription ;

- l'analyse des grandes orientations en matière de réassurance ;
- la participation au dispositif de qualité des données ;
- la contribution à la mise en œuvre du système de gestion des risques.

Les travaux d'analyse et les conclusions relatives à ces différentes missions sont restitués dans le rapport annuel de la fonction actuarielle remis au conseil d'administration.

G. SOUS-TRAITANCE

Filiale du GACM SA, la société respecte la politique d'externalisation de la holding et privilégie la maîtrise directe de ses activités d'assurance.

Le recours à l'externalisation mobilise prioritairement les structures et l'expertise des filiales dédiées de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Cela s'entend essentiellement :

- de la fourniture et de la maintenance du système d'information par la société Euro-Information ;
- de la numérisation et de l'archivage électronique par la société Euro-TVS, filiale d'Euro-Information ;
- des contrôles délégués aux corps de contrôle de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Ces contrôles portent sur la distribution d'assurance, essentiellement par les réseaux Crédit Mutuel et CIC. Ils portent aussi sur les services prestés par les filières métier du groupe.

Les intermédiaires en assurances des réseaux Crédit Mutuel et CIC prennent également en charge un certain nombre d'actes de gestion courante des contrats d'assurance et les entités du groupe Cofidis Participations bénéficient d'une délégation de gestion des contrats et des sinistres en matière d'assurance des emprunteurs. Le contrôle de ces prestataires est opéré par les corps de contrôle dédiés de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

La sous-traitance d'activités à des entités extérieures ne relevant pas de la supervision de Crédit Mutuel Alliance Fédérale ou de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel demeure quant à elle exceptionnelle.

Le dispositif de contrôle est adapté à la nature des prestations confiées. Il est destiné à veiller à une même qualité de service, que celui-ci soit mis en œuvre par la société elle-même ou par son délégataire.

H. AUTRES INFORMATIONS

Aucune information supplémentaire concernant le système de gouvernance de l'entreprise n'est à apporter.

3

PROFIL DE RISQUE

A. INTRODUCTION	30	E. RISQUE DE LIQUIDITÉ	35
B. RISQUE DE SOUSCRIPTION	30	1. Description des principaux risques	35
1. Description des principaux risques	30	2. Exposition au risque	35
2. Exposition au risque	30	3. Gestion du risque	35
3. Gestion du risque	31	F. RISQUES OPÉRATIONNELS	36
4. Analyse de sensibilité au risque	31	1. Description des principaux risques	36
C. RISQUE DE MARCHÉ	32	2. Exposition au risque	36
1. Description des principaux risques	32	3. Gestion du risque	36
2. Exposition au risque	32	G. AUTRES RISQUES IMPORTANTS	37
3. Gestion du risque	33	1. Description des principaux risques	37
4. Analyse de sensibilité au risque	33	2. Suivi et gestion du risque	37
D. RISQUE DE CRÉDIT	33	H. AUTRES INFORMATIONS	37
1. Description des principaux risques	33		
2. Exposition au risque	34		
3. Gestion du risque	34		
4. Analyse de sensibilité au risque	34		

A. INTRODUCTION

Le Capital de Solvabilité Requis (ou SCR en anglais, *Solvency Capital Requirement*) correspond au montant de fonds propres nécessaire à détenir pour limiter la probabilité de ruine de la compagnie à 0,5 % à horizon un an.

Le SCR au 31 décembre 2020, calculé par module de risque selon la formule standard de Solvabilité II, est présenté ci-dessous :

Détail du SCR (en millions d'euros)

SCR de marché	3 379
SCR de contrepartie	84
SCR de souscription vie	1 099
SCR de souscription santé	87
BSCR	3 858
SCR opérationnel	428
Ajustement pour impôts	0
SCR final	4 286

Le risque de marché est le risque prépondérant de la société.

Des analyses ont été menées afin de vérifier que les calibrages des SCR de la formule standard sont bien adaptés au profil de risque d'ACM VIE SA.

B. RISQUE DE SOUSCRIPTION

1. Description des principaux risques

Par ses activités en prévoyance, en assurance emprunteurs, en épargne et en retraite, la société est exposée aux risques de souscription d'assurance vie.

Risques de mortalité et de longévité

Les risques de mortalité et de longévité correspondent au risque de perte liée à une variation imprévue de la sinistralité. Le risque de mortalité pèse particulièrement sur l'activité de prévoyance et l'assurance emprunteurs. Le risque de longévité est présent sur les portefeuilles de rentes et de retraite.

Risque d'incapacité et d'invalidité

Ce risque correspond au risque de perte liée à une variation imprévue de prestations d'incapacité et d'invalidité.

Risque de rachat

Le risque de rachat (ou résiliation) sur le portefeuille emprunteurs correspond au manque à gagner lié à un remboursement anticipé ou à un changement d'assureur.

En épargne, le risque de rachat correspond au manque à gagner sur les contrats d'épargne et au risque de pertes financières liées à la vente d'actifs massive à un moment potentiellement défavorable sur les marchés financiers pour les contrats en euros (qui bénéficient d'une garantie en capital).

Risque de frais

Le risque de frais correspond à une dégradation soudaine et pérenne des coûts.

2. Exposition au risque

a. Exposition

La société gère un large panel de produits d'assurance de personnes (prévoyance, emprunteurs, épargne). Le portefeuille est principalement constitué de contrats de clients particuliers.

Le profil de risque technique de la compagnie est porté par les garanties d'épargne (individuelle et collective), d'assurance emprunteurs et de prévoyance.

SCR

Le SCR de souscription vie est détaillé dans le tableau suivant :

Détail du SCR (en millions d'euros)

SCR mortalité	416
SCR longévité	260
SCR incapacité/invalidité	-
SCR rachat	694
SCR frais	271
SCR révision	-
SCR catastrophe	119
SCR de souscription vie	1 099

Les principaux risques de souscription de la société sont les risques de rachat et de mortalité.

Le SCR de souscription santé est détaillé dans le tableau suivant :

Détail du SCR (en millions d'euros)	
SCR Santé SLT	87
SCR Santé non SLT	-
SCR Santé Cat	-
SCR de souscription santé	87

Les principaux risques de souscription santé de la société sont les risques d'incapacité et d'invalidité ainsi que les risques de rachats dans une moindre mesure.

b. Évolution du risque

La pandémie de Covid-19 a eu des impacts sur les différentes branches d'activité.

Les répercussions de la pandémie sur la sinistralité d'ACM VIE SA en 2020 sont principalement la hausse des décès à indemniser en prévoyance et assurance des emprunteurs. Cependant, en raison de la structure d'âge des assurés en portefeuille, la charge de décès liés à la pandémie reste limitée.

De plus, en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur l'année 2020, les mesures mises en œuvre au cours de l'année 2019 au niveau de la commercialisation des contrats d'épargne en euros, dont la rentabilité est fragilisée en période de taux bas, ont été maintenues en 2020.

c. Concentration

Les risques de souscription peuvent être accentués si le portefeuille est concentré sur un petit nombre d'assurés ayant un capital sous risque ou une valeur de rachat important.

Étant donné la clientèle de particuliers de la société, le risque de concentration est faible.

3. Gestion du risque

a. Politique d'atténuation du risque

La politique de gestion des risques s'appuie sur une gouvernance et des procédures documentées.

Risque de mortalité, de longévité, d'incapacité et d'invalidité

Ces risques sont acceptés par la société. Toutefois, les risques extrêmes sont maîtrisés *via* un programme de réassurance.

Le programme de réassurance est construit de façon à protéger le résultat et la solvabilité de la société en limitant l'impact d'éventuelles pertes techniques sur les fonds propres.

Risque de rachat

Le risque de rachat sur le portefeuille d'épargne en euros est important, mais ce risque est atténué aujourd'hui par la capacité du Haut Conseil de stabilité financière à limiter les rachats sur une période donnée. Par ailleurs, une politique de dotation à la provision pour participation aux excédents (PPE) a été menée ces dernières années. Cette PPE pourra être reprise afin de servir un taux compétitif sur les contrats d'épargne en euros les années de remontée de taux et permettra ainsi de limiter les rachats.

b. Suivi du risque

Les indicateurs de suivi des risques appartiennent à deux catégories : le SCR de la formule standard décrit précédemment, et des indicateurs opérationnels définis ci-après.

Suivi permanent assurance emprunteurs et prévoyance

Le portefeuille (affaires nouvelles, sorties, résiliations) et la sinistralité (ratio sinistres/primes, ratio combiné) sont analysés trimestriellement.

Suivi permanent épargne

Le portefeuille d'épargne de la société fait l'objet de suivis réguliers tant au niveau de la décomposition de son encours qu'au niveau des flux entrants et sortants (chiffre d'affaires, décès, rachats, arbitrages).

Ces suivis permettent notamment de suivre la collecte nette en épargne.

4. Analyse de sensibilité au risque

Des analyses de sensibilités sont réalisées périodiquement afin de mesurer la résistance de la société à la réalisation d'un risque.

Dans ce cadre, une sensibilité à un rachat massif a été réalisée.

C. RISQUE DE MARCHÉ

1. Description des principaux risques

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations des prix et des rendements des instruments financiers qui composent un portefeuille.

Les principaux risques de marché pesant sur la société sont le risque de taux, le risque actions et assimilés et le risque immobilier. Le risque de crédit, incluant le risque de *spread*, est traité dans le chapitre suivant.

Risque de taux

En assurance vie, le risque de taux concerne surtout l'épargne en euros. Il peut prendre deux formes :

- **un risque à la hausse des taux** : du fait de l'inertie du taux de rendement du portefeuille, en cas de hausse des taux, le taux servi par l'assureur aux contrats en euros risque d'être dans un premier temps en dessous des taux de marché. Le phénomène est d'autant plus important que la hausse des taux est marquée et soudaine. Les assurés peuvent alors décider de racheter leur contrat pour investir leur épargne sur un produit concurrent. Ces rachats, s'ils deviennent significatifs, peuvent obliger l'assureur à vendre ses titres obligataires en réalisant des moins-values ;
- **un risque à la baisse des taux** : si les taux baissent, le taux de rendement de l'actif se dilue. Le risque pour l'assureur est de ne plus être en mesure de servir les taux minimums garantis sur les contrats d'épargne en euros.

Risque actions et assimilés

Les actions et assimilés sont des actifs par nature très volatils. Les dépréciations de ces actifs (hors placements représentatifs des engagements en unités de compte) vont impacter les comptes des sociétés d'assurance.

En effet, l'assureur peut être amené à constater des provisions en cas de moins-value latente sur ces actifs, entraînant ainsi une sensible diminution des revenus des placements.

Cette fluctuation de valeur de marché introduit également de la volatilité dans les ratios Solvabilité II.

Risque immobilier

Un premier risque peut apparaître au niveau des revenus réguliers en cas de vacance d'un bien immobilier ou de non-paiement des loyers.

Un second risque provient de la dépréciation des actifs qui peut amener l'assureur à constituer des provisions, entraînant ainsi une diminution des revenus des placements.

Risque de change

Le risque de change est le risque de perte suite à une variation du taux de conversion entre l'euro et une devise étrangère.

Risque de concentration

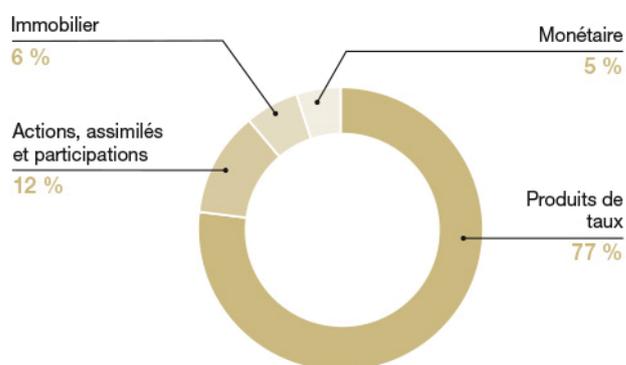
Les risques de marché peuvent être accentués si le portefeuille d'actifs est concentré sur quelques émetteurs.

2. Exposition au risque

a. Exposition

Les actifs financiers de la société sont composés de produits de taux et, dans une moindre mesure, d'actions, d'immobilier et de placements monétaires.

L'allocation d'actifs à fin 2020 (en valeur nette comptable (VNC), hors actifs en représentation des contrats en unité de compte) est la suivante :



SCR

Le risque de marché représente 67 % du SCR global d'ACM VIE SA.

Les risques de marché sont importants notamment sur le portefeuille d'actifs en représentation des contrats d'épargne en euros.

Détail du SCR (en millions d'euros)

SCR taux	362
SCR actions	1 530
SCR immobilier	380
SCR <i>spread</i>	1 527
SCR change	133
SCR concentration	42
SCR de marché	3 379

Les principaux risques de marché sont les risques actions, *spread*, immobilier et taux.

Le risque de change est très faible, les investissements sont principalement réalisés dans des valeurs en euros.

Le risque de *spread* est traité dans le chapitre suivant.

b. Évolution du risque

Les taux d'intérêt sont restés bas tout au long de l'année 2020, la courbe des taux étant en territoire négatif jusqu'à des maturités longues. Afin d'atténuer les impacts sur les portefeuilles, des mesures ont été prises dès fin 2019 en interne et par les autorités de contrôle. Ces mesures ont été maintenues en 2020.

Sur l'année 2020, la répartition des actifs est restée relativement stable.

c. Concentration

Le risque de concentration est faible grâce aux règles de dispersion des actifs décrites ci-dessous.

3. Gestion du risque

a. Politique d'atténuation du risque

La politique de gestion des risques financiers vise à mettre en place une structure d'actifs en adéquation avec les engagements de passif. La gestion des placements s'articule autour d'actifs « isolés » ou « cantonnés » correspondant aux engagements techniques inscrits au passif du bilan. Les engagements sont regroupés par type de risques prenant en compte les aspects réglementaires, contractuels, techniques et financiers.

La politique d'investissement, qui fixe des règles et des limites de placement et de gestion selon le principe de la personne prudente, constitue le premier maillon de la gestion des risques financiers. Les placements financiers autorisés sont ceux définis par la politique d'investissement dans les limites et conditions décrites dans le Classeur des limites et les procédures de la direction financière et dans le respect des procédures de lutte anti-blanchiment de la société.

Des critères sur des objectifs environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG) sont progressivement intégrés dans la politique d'investissement.

Les contrats en unités de compte sont intégralement couverts à l'actif du bilan par les valeurs servant de référence.

La gestion des risques de marché s'organise aujourd'hui autour :

- du contrôle individuel de certains risques financiers jugés majeurs : risque de taux, risque actions, risque de crédit, etc. ;
- d'une analyse globale des risques visant à protéger la société contre la réalisation simultanée de plusieurs de ces risques.

Le comité financier, composé de membres de la direction, valide les propositions d'allocations d'actifs risqués et définit les couvertures contre les risques financiers dans le cadre de la politique générale arrêtée par le conseil d'administration.

b. Suivi du risque

Des suivis ALM sont réalisés périodiquement par canton de gestion au sein de la société. Ils fournissent des informations à la direction des investissements lui permettant d'orienter ses investissements. Ces informations sont de plusieurs ordres : répartition des actifs, projections de flux et des durations à l'actif et au passif, composition du portefeuille obligataire par secteur et rating, suivi du niveau des marchés actions annulant les plus ou moins-values latentes.

4. Analyse de sensibilité au risque

Des analyses de sensibilité sont réalisées périodiquement afin de mesurer la résistance de la société à la réalisation d'un risque. Ces études permettent de gérer les risques.

Dans ce cadre, une analyse de sensibilité du ratio de Solvabilité II au 31 décembre 2020 a été réalisée sur les scénarios suivants :

- une hausse des taux d'intérêt ;
- une baisse des taux d'intérêt ;
- un krach sur les marchés actions.

D. RISQUE DE CRÉDIT

1. Description des principaux risques

Risque de *spread*

Le risque de *spread* (considéré comme représentatif de la qualité de crédit d'un actif) correspond au risque de défaillance d'un émetteur qui ne serait plus en mesure d'honorer le remboursement de sa dette.

Pour mesurer la qualité du crédit liée à une émission ou un émetteur, la société utilise les notations des agences de notation.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au risque que l'une des contreparties d'opérations financières ou de réassurance ne puisse honorer ses engagements.

2. Exposition au risque

a. Exposition

Portefeuille obligataire en direct

Les titres en portefeuille sont de bonne qualité de crédit :

(en VNC)	31/12/2020	31/12/2019
AAA – A	79 %	80 %
BBB ou moins – Non noté	21 %	20 %
TOTAL	100 %	100 %

Le portefeuille obligataire est majoritairement constitué d'obligations d'entreprises.

Autres expositions

La société a recours à la réassurance et procède à des opérations financières qui génèrent également un risque de contrepartie.

SCR

Détail du SCR de crédit (en millions d'euros)

SCR de marché	3 379
SCR <i>spread</i>	1 527
SCR de contrepartie	84

Le SCR de *spread* est le deuxième risque le plus important du module de risque de marché.

Le SCR de contrepartie représente 2 % de la somme des SCR par module de risque (y compris SCR opérationnel).

b. Évolution du risque

La part des obligations souveraines et des obligations d'entreprise en portefeuille est stable cette année. La part des obligations d'entreprise financière a légèrement diminué au profit des autres entreprises.

La France reste le principal émetteur au sein du portefeuille d'obligations souveraines.

c. Concentration

Les risques de crédit peuvent être accentués si le portefeuille d'actifs ou les opérations financières et de réassurance sont concentrés sur quelques émetteurs de moins bonne qualité de crédit.

Les expositions sont diversifiées en termes d'émetteurs, de catégorie de *rating* et de maturité.

3. Gestion du risque

a. Politique d'atténuation du risque

Risque de *spread*

La gestion du risque de *spread* et de concentration se fait *via* plusieurs niveaux :

- des limites d'exposition par émetteur. Ces limites tiennent compte de la notation de l'émetteur par les principales agences de notation ;
- des limites d'exposition par classe de notation.

Risque de contrepartie

Les éléments contribuant à limiter ce risque sur les opérations financières sont :

- des règles de sélection des contreparties : les contreparties de la société sont soumises à une contrainte de notation minimum ;
- des limites de positions par contrepartie ;
- un contrôle régulier des valorisations des produits concernés.

Sur la réassurance, les éléments sont les suivants :

- des règles de sélection des réassureurs ;
- des critères sur les titres mis en nantissement.

b. Suivi du risque

Suivi et analyse réguliers du risque de *spread*

Le suivi du risque de *spread* des portefeuilles est organisé autour d'un suivi régulier de la notation des portefeuilles et du respect des limites internes.

Suivi et analyse réguliers du risque de contrepartie

La liste des contreparties sur les opérations financières fait l'objet d'une revue périodique lors de comités dédiés.

Dans le cadre de la réassurance, la direction financière effectue un contrôle semestriel des titres pris en nantissement.

4. Analyse de sensibilité au risque

Des analyses de sensibilité sont réalisées périodiquement afin de mesurer la résistance de la société à la réalisation d'un risque. Ces études permettent de gérer les risques.

Dans ce cadre, une analyse de sensibilité du ratio de Solvabilité II au 31 décembre 2020 a été réalisée sur les scénarios suivants :

- une hausse des *spreads* des obligations d'entreprise ;
- une hausse des *spreads* des obligations souveraines.

E. RISQUE DE LIQUIDITÉ

1. Description des principaux risques

Le risque de liquidité correspond au risque de ne pas pouvoir vendre un actif ou de le vendre avec une forte décote.

2. Exposition au risque

a. Exposition

Au 31 décembre 2020, la majorité des actifs, hors UC, détenus par la société sont liquides.

SCR

Le risque de liquidité n'est pas pris en compte dans la formule standard de Solvabilité II.

b. Évolution du risque

La proportion d'actifs liquides en portefeuille est restée globalement stable sur l'année.

c. Concentration

L'allocation stratégique d'actifs concerne majoritairement les actifs liquides.

3. Gestion du risque

a. Politique d'atténuation du risque

Le risque de liquidité est géré de plusieurs façons :

- une étude des impasses de liquidité à long terme permet de s'assurer que les flux prévisionnels issus des passifs épargne et assimilés sur les 10 prochaines années sont couverts par les *cash flows* prévisionnels générés par les actifs ;
- des *stress tests* de liquidité (à court ou moyen terme) permettant d'analyser les besoins de la société en termes d'actifs cessibles, en cas de situation de stress sur le passif ;
- des limites sur les actifs non cotés et peu liquides.

b. Suivi du risque

En complément des études citées, le suivi est organisé autour :

- d'un suivi trimestriel du degré de liquidité des actifs ;
- d'un suivi quotidien de la situation de trésorerie : il permet aux gérants d'actifs de connaître au jour le jour la situation de trésorerie de chaque canton de gestion ;
- d'un « plan d'urgence liquidité » : il préconise une surveillance régulière des rachats par la direction des risques, la définition d'une priorité des cessions en fonction de l'intensité des rachats et la mise en place de réunions mensuelles sur la liquidité en cas de survenance de ce risque.

Dans le bilan Solvabilité II, des primes futures sont prises en compte dans les calculs de provisions *Best Estimate* de certains contrats. Le bénéfice futur attendu, calculé comme la différence entre les provisions *Best Estimate* et des provisions sans prise en compte de primes futures, est mesuré chaque année.

F. RISQUES OPÉRATIONNELS

1. Description des principaux risques

Les risques opérationnels sont les risques de pertes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance imputable :

- au non-respect des procédures internes ;
- à des facteurs humains ;
- à des dysfonctionnements des systèmes informatiques ;
- à des événements extérieurs y compris le risque juridique. Il exclut les risques de réputation et les risques résultant de décisions stratégiques.

2. Exposition au risque

a. Exposition

Le SCR opérationnel représente 8 % de la somme des SCR par module de risque (y compris SCR opérationnel).

b. Évolution du risque

La part du SCR opérationnel est stable sur l'année 2020.

c. Concentration

La concentration du risque opérationnel pourrait s'apparenter à une dépendance vis-à-vis d'un prestataire, de partenaires commerciaux ou de réseaux de distribution. Ces risques sont très limités pour ACM VIE SA.

3. Gestion du risque

a. Politique d'atténuation du risque

Dans le cadre de Solvabilité II, une politique de continuité d'activité a été rédigée pour le GACM SA auquel appartient la société. Elle décrit la stratégie retenue par le GACM SA, ainsi que le dispositif de gestion de crise mis en place en cas d'incident majeur.

L'activité siège des Assurances du Crédit Mutuel (gestion de la production, gestion des sinistres, etc.) est assurée par le personnel de 12 centres administratifs répartis sur les territoires français, belge, luxembourgeois et espagnol.

La gestion électronique de documents, la mutualisation des appels téléphoniques entrants et l'accès à partir de chaque centre à l'ensemble des contrats permettent de disposer d'un plan de continuité d'activité métiers (PCA) dynamique par répartition de la charge du centre déficient sur l'ensemble des autres centres administratifs. Ce dispositif a été testé sur les différents centres administratifs à différentes occasions. Ce test a permis d'éprouver l'accès aux logiciels spécifiques utilisés par les collaborateurs.

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire (Covid-19), les PCA (ou BCP) des entités du GACM SA ont été activés en mars 2020 avec efficacité, ce qui a permis d'assurer la résilience des différentes filiales.

Le GACM SA et ses filiales actualisent régulièrement les plans de continuité d'activité afin qu'ils soient couvrants et assurent la résilience des activités.

Annuellement, un plan de reprise d'activité (PRA) est testé par Euro-Information, filiale informatique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, qui vise à s'assurer de la reconstruction des bases de données et des applications essentielles de l'entreprise dans un délai réduit (l'engagement d'Euro-Information porte sur 48 heures).

Le comité sécurité, animé par le responsable de la sécurité des systèmes d'information groupe, a défini une stratégie sécuritaire intégrant la notion de DICP (disponibilité, intégrité, confidentialité et preuve) dans toutes les étapes de conduite d'un projet : depuis le dossier de lancement jusqu'à la livraison en exploitation.

La définition d'une politique générale de sécurité informatique a été formalisée, ainsi qu'une cartographie des risques opérationnels informatiques et de sécurité (dont les risques de cybercriminalité).

Des cartographies des risques permettent d'identifier, évaluer et mesurer les risques encourus.

Des travaux de modélisation des risques opérationnels ont été entrepris.

b. Suivi du risque

Le maintien de la sensibilisation et de l'implication des contributeurs est assuré par une animation régulière par la fonction des risques opérationnels.

G. AUTRES RISQUES IMPORTANTS

1. Description des principaux risques

La société est également exposée au risque de non-conformité et aux risques émergents.

Risque de non-conformité

Le risque de non-conformité est entendu comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière ou d'atteinte à la réputation, résultant du non-respect des dispositions propres aux activités d'assurance, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant.

Risques émergents

Les risques émergents regroupent les nouveaux risques auxquels la société pourrait être exposée.

Il s'agit notamment des risques liés au changement climatique.

Risque de réputation

Le risque de réputation désigne le risque financier qu'encourt ACM VIE SA par rapport à son image de marque qui pourrait être ternie par des scandales. Les facteurs de risque principaux sont liés à l'éthique, à l'intégrité et aux pratiques sociales et environnementales de l'entreprise.

Risque de corruption et de trafic d'influence

L'objectif est de prévenir et de détecter les faits de corruption ou de trafic d'influence.

2. Suivi et gestion du risque

Les risques quantifiables font l'objet de suivis ou d'études spécifiques.

Le GACM SA est engagé dans une démarche de limitation du réchauffement climatique, que ce soit au niveau de l'offre produits, de la gestion des contrats, des investissements ou en tant que société responsable.

Dans le cadre de la lutte contre la corruption, différents aménagements ont été apportés au dispositif en place. Les principaux travaux ont concerné la mise à jour de la cartographie des risques de corruption et de trafic d'influence, le déploiement d'une formation à l'ensemble des collaborateurs, au fait de poser une organisation en vue d'évaluer nos fournisseurs et intermédiaires. Les travaux se poursuivront en 2021 pour conforter le dispositif.

Afin de gérer le risque de non-conformité, une organisation a été mise en place autour de la fonction clé conformité. La fonction conformité travaille en relation avec les filières partenaires et dispose d'un réseau de correspondants au sein des lignes de métier.

H. AUTRES INFORMATIONS

Dépendance entre les risques

ACM VIE SA mesure ses fonds propres éligibles et son besoin en capital selon les règles de calcul définies par la formule standard Solvabilité II.

La dépendance entre les risques est réalisée à l'aide de matrices de corrélation entre les sous-modules de risque. Ces matrices sont définies dans les actes délégués (niveau 2) de la réglementation.

4

VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ



A. ÉVALUATION DES ACTIFS	40	C. ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS	45
1. Méthode de valorisation des actifs financiers	40	D. MÉTHODE DE VALORISATION ALTERNATIVE	46
2. Explication quantitative et qualitative	41		
3. Autres actifs	41	E. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES	46
B. ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	42	1. Hypothèses relatives aux décisions de gestion futures	46
1. Tableau récapitulatif par activité	42	2. Hypothèses à propos du comportement des preneurs d'assurance	46
2. Méthodes de calcul retenues pour les provisions techniques	42		
3. Hypothèses principales	43		
4. Niveau d'incertitude liée au montant des provisions techniques	43		
5. Écarts entre les provisions du bilan prudentiel et les provisions techniques sociales	44		

Actifs (en millions d'euros)	Solvabilité II	Comptes sociaux	Réévaluations
Immobilisations incorporelles	0	4	- 4
Actifs d'impôts différés	132	0	132
Investissements (autres qu'actifs en UC et indexés)	93 905	82 334	11 572
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	14 275	14 275	0
Prêts et prêts hypothécaires	6 439	6 440	- 1
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	6	6	0
Autres actifs	260	260	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	107	107	0
TOTAL DE L'ACTIF	115 123	103 425	11 698

Passifs (en millions d'euros)	Solvabilité II	Comptes sociaux	Réévaluations
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	81 984	74 713	7 270
Provisions techniques UC et indexés	13 862	14 209	- 347
Autres passifs	8 889	8 844	46
TOTAL DU PASSIF	104 735	97 766	6 969
Capitaux propres	10 388	5 659	4 729

Tableaux établis sur la base du QRT S.02.

A. ÉVALUATION DES ACTIFS

1. Méthode de valorisation des actifs financiers

La valorisation des actifs de la société ACM VIE SA hors coupon couru repose pour l'essentiel sur une récupération automatique de valeur de marché *via* le contributeur de données SIX TELEKURS et pour certains titres, lorsque la valeur de marché n'est pas disponible, sur une alimentation « manuelle » des cours.

Valorisation (hors coupon couru) extraite de SIX TELEKURS

Par principe, les actifs sont valorisés sur la base du dernier cours coté fourni par SIX TELEKURS. Ce dernier cours correspond à un type de valorisation en fonction du code valeur (code ISIN) et de la place de cotation retenue.

Dans le cas particulier du marché obligataire, la société récupère également la codification suivante pour la place 186 : moyenne « cours offert-demandé ».

Pour cette place aussi appelée « Xtrakter », les cours retenus correspondent à des moyennes de cours proposés à la vente et à l'achat par des banques d'investissement (teneurs de marché). À chaque fin de journée, les participants transmettent leurs cours acheteur et vendeur de clôture à Xtrakter pour les valeurs dont ils assurent la liquidité. Ces cotations sont alors validées et traitées par Xtrakter pour fournir un prix moyen acheteur et un prix moyen vendeur pour chaque titre. Le nombre de participants qui ont contribué à chaque prix est également fourni.

Valorisation (hors coupon couru) « manuelle »

Tous les cours présentant une date de cotation antérieure au 31 décembre 2020 ont été analysés.

Certains cours ont fait l'objet d'un retraitement manuel pour les raisons suivantes :

- en cas d'indisponibilité d'un cours récent ou d'absence de cours dans SIX TELEKURS (problème de diffusion de données), la valeur de marché a été récupérée à partir du fournisseur de données BLOOMBERG ;
- pour les actifs structurés, mise en place d'une double valorisation ;
- pour l'immobilier et les participations, saisie des valorisations centralisées par le service comptabilité et calculées sur la base de valeurs d'expertises ou différents indicateurs (actif net réévalué, valeur intrinsèque, etc.) ;
- pour les fonds d'investissement (de capital-risque, de dette, de gestion alternative, etc.), saisie des valorisations fournies par les différentes sociétés de gestion ;
- pour les prêts, les CDN en adossement de pensions, les dépôts, les liquidités et les titres achetés juste avant l'arrêt des comptes et qui n'ont pas été cotés depuis l'acquisition, la valorisation est au prix de revient.

Chaque actif fait donc l'objet d'une étude de valorisation sur la base du prix qui serait perçu en cas de vente de cet actif sur le marché.

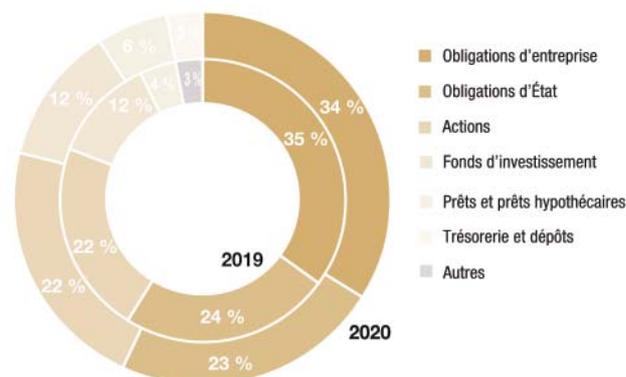
76,1 % des actifs de la société ACM VIE SA sont actuellement valorisés automatiquement en valeur de marché. Les 23,9 % restants correspondent principalement à la valorisation « manuelle » d'obligations *via* essentiellement le contributeur de données BLOOMBERG (6,7 %), de fonds d'investissement (6,8 %), d'immobilier et de participations (3,3 %), et de prêts, liquidités et CDN de pensions (6,6 %).

2. Explication quantitative et qualitative

Les actifs financiers de la société ACM VIE SA (hors coupon couru) sont principalement composés d'obligations d'entreprise et d'État pour respectivement 34 % et 23 % à fin 2020 (35 % et 24 % en 2019).

La valorisation Solvabilité II est obtenue en ajoutant à la valeur boursière les coupons courus. Au 31 décembre 2020, elle s'élève à 114 726 millions d'euros.

→ RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ACTIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE



3. Autres actifs

Les autres actifs représentent 0,3 % du total bilan soit 391 millions d'euros et sont composés principalement des créances non liées aux opérations d'assurance.

(en millions d'euros)	2020	2019	Var.
Créances nées d'opérations d'assurance	43	45	- 1
Créances nées d'opérations de réassurance	1	0	0
Autres créances (hors assurances)	186	145	41
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	30	25	5
Impôt différé actif	132	0	132
TOTAL DES AUTRES ACTIFS	391	215	176

Tableau établi sur la base du QRT S.02.

Les autres actifs, hors impôts différés actifs, ne font l'objet d'aucun retraitement sous Solvabilité II. En effet, la valorisation dans les comptes sociaux intègre la probabilité de défaut prudemment estimée sur base statistique.

Reconnaissance des impôts différés

Au 31 décembre 2020, un impôt différé net actif de 132 millions d'euros succède à un impôt différé net passif de 255 millions d'euros au 31 décembre 2019.

(en millions d'euros)	2020	2019	Var.
Impôts différés sociaux	- 45	- 51	6
Impôts différés revalorisation Best Estimate	- 2 997	- 2 590	- 407
Impôts différés revalorisation actifs financiers	2 923	2 906	17
Impôts différés autres retraitements	- 13	- 10	- 3
Impôt différé net actif	- 132	255	- 387

L'article 39 de la loi de finances pour 2020 a introduit une réduction progressive des taux d'imposition jusqu'à l'horizon 2022, par conséquent ACM VIE SA retient les taux suivants pour le calcul des impôts différés :

- les taux applicables selon les échéances des différences temporaires ;
- le taux de 25,83 % pour l'ensemble des revalorisations sous Solvabilité II.

Les créances d'impôts différés sont maintenues à l'actif du bilan lorsque leur imputation sur des bénéfices futurs, identifiés sur un horizon limité dans le temps, est probable. Un test de recouvrabilité est réalisé et démontre que l'impôt différé actif net est recouvrable. Il est donc maintenu à l'actif du bilan et présenté en Tier 3 dans les capitaux propres Solvabilité II.

B. ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES

Dans le bilan prudentiel, les provisions techniques sont valorisées selon la méthode de la meilleure estimation (*Best Estimate*).

À cette meilleure estimation des provisions techniques s'ajoute une marge de risque dont le montant correspond à une prime de risque qu'une entreprise d'assurance exigerait pour reprendre les engagements de l'assureur.

1. Tableau récapitulatif par activité

Les provisions techniques brutes de réassurance du bilan prudentiel Solvabilité II d'ACM VIE SA se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Provisions <i>Best Estimate</i>	Marge pour risque	Total provisions SII
Santé SLT	136	2	138
Vie (hors santé SLT et UC)	80 920	926	81 846
UC	13 671	191	13 862
TOTAL	94 727	1 119	95 846

2. Méthodes de calcul retenues pour les provisions techniques

Provisions *Best Estimate*

Les provisions *Best Estimate* correspondent à la somme actualisée des flux de trésorerie générés par les contrats en stock. Il s'agit essentiellement de prestations et de frais. Les estimations de ces flux futurs sont faites à partir d'hypothèses sur la mortalité, la sinistralité, les rachats, les frais, l'inflation, la participation aux bénéfices. Les hypothèses retenues sont en *Best Estimate*, comme le requièrent les textes réglementaires Solvabilité II.

Solvabilité II précise également que toutes les options contenues dans les contrats doivent être valorisées dans les provisions. En assurance vie, les options sont essentiellement liées aux rachats et à la garantie de taux minimum pour les contrats en euros. Ces options sont donc étroitement liées à l'évolution des marchés financiers.

Comme les risques sous-jacents ne sont pas des risques répliquables, des méthodes de Monte-Carlo sont utilisées pour valoriser les options contenues dans les contrats euros. L'utilisation de modèles stochastiques permet de générer un très grand

nombre de scénarios économiques et de simuler, pour chacun de ces scénarios, les flux de trésorerie issus du passif. Les provisions *Best Estimate* correspondent à la moyenne des flux de trésorerie du passif actualisés avec le taux à un an de la simulation.

Marge pour risque

La marge pour risque se calcule selon la méthode dite du « coût du capital » (CoC), conformément à l'article 38 du règlement délégué européen 2015/35.

Le calcul de la marge pour risque nécessite la projection des SCR sur toute la durée de projection. La principale difficulté est de calculer les SCR futurs. Pour cela, il est supposé pour chaque année future que le SCR évolue de manière proportionnelle aux provisions *Best Estimate*. Comme les activités de la société sont de diverses natures et ont donc des durations significativement différentes, le calcul de la marge pour risque est effectué par activité puis agrégé au niveau de la société.

3. Hypothèses principales

Correction pour volatilité

La courbe des taux et la correction pour volatilité (*Volatility Adjustment* ou VA) utilisées sont celles publiées par l'EIOPA en janvier 2021.

La correction pour volatilité est de 7 pb. L'analyse de sensibilité à ce paramètre des provisions techniques, des fonds propres, des SCR et des MCR figure dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Avec VA	Sans VA	Écart (en montant)	Écart (en %)
Provisions techniques SII	95 846	96 102	256	0,3 %
Fonds propres disponibles	11 236	11 060	- 175	- 1,6 %
Fonds propres éligibles pour le SCR	11 236	11 060	- 175	- 1,6 %
Fonds propres éligibles pour le MCR	10 642	10 393	- 249	- 2,3 %
SCR	4 286	4 364	77	1,8 %
Ratio de couverture du SCR	262 %	253 %	- 9 pts	- 3,3 %
MCR	1 929	1 964	35	1,8 %
Ratio de couverture du MCR	552 %	529 %	- 22 pts	- 4,1 %

Le ratio de couverture du SCR passe de 262 % à 253 %, soit une baisse de 9 points par rapport au ratio de couverture du SCR calculé avec la correction pour volatilité.

Le ratio de couverture du MCR diminue de 552 % à 529 %, soit une baisse de 22 points par rapport au ratio de couverture du MCR calculé avec la correction pour volatilité.

Arrêté relatif aux fonds propres excédentaires en assurance vie

Pour les calculs du 31 décembre 2020, 93 % du montant comptable de la provision pour participation aux excédents est admissible dans les fonds propres disponibles.

La prise en compte de 93 % de la PPE dans les fonds propres disponibles a un impact positif de 109 points sur le ratio de couverture du SCR.

4. Niveau d'incertitude liée au montant des provisions techniques

Pour l'assurance épargne euros et UC, les lois de rachats permettant d'écouler les contrats sont bâties à partir d'observations historiques. Certaines années peuvent être atypiques (forts ou faibles rachats), ce qui rend l'estimation des prestations futures difficile.

Une sensibilité des provisions *Best Estimate* à ce paramètre est calculée à chaque mise à jour des lois de rachats. Les résultats montrent que le niveau des provisions *Best Estimate* est peu affecté par ce paramètre.

Concernant la garantie décès des contrats d'assurance des emprunteurs, le principal niveau d'incertitude réside dans les lois d'expérience. Ces lois sont mises à jour annuellement et des *backtestings* comparant les ratios S/P estimés aux ratios S/P réels sont également réalisés pour valider la fiabilité de ces lois.

5. Écarts entre les provisions du bilan prudentiel et les provisions techniques sociales

(en millions d'euros)	Provisions sociales	Provisions <i>Best Estimate</i>	Marge pour risque	Total provisions SII
Santé SLT	186	136	2	138
Vie (hors santé SLT et UC)	74 527	80 920	926	81 846
UC	14 209	13 671	191	13 862
TOTAL	88 923	94 727	1 119	95 846

Dans le bilan prudentiel, les provisions *Best Estimate* épargne sont estimées à partir d'un modèle prospectif qui permet d'estimer les flux de trésorerie futurs, revalorisés de la participation aux bénéfices futurs pour les contrats en euros. Le montant des provisions sociales correspond à la valeur de rachat des contrats.

Les provisions *Best Estimate* de l'assurance des emprunteurs reposent sur des lois d'expérience les plus réalistes possible. Les provisions techniques des comptes sociaux relèvent du Code des assurances et du règlement ANC 2015-11 et répondent ainsi à un autre environnement normatif : elles doivent être suffisantes pour le règlement intégral des engagements de la société vis-à-vis des assurés, des souscripteurs et des bénéficiaires de contrats.

Les paramètres techniques utilisés et les principes appliqués diffèrent donc sur certains aspects, et notamment les suivants :

- les provisions *Best Estimate* peuvent être globalement négatives, alors que ceci est exclu pour les provisions techniques des comptes sociaux par le mécanisme d'agrégation des provisions calculées ligne à ligne ;
- les provisions *Best Estimate* incluent la modélisation de rachats alors que les provisions techniques des comptes sociaux se basent sur une projection de flux jusqu'à l'extinction des contrats sans rachat possible ;
- les provisions *Best Estimate* sont actualisées avec une courbe des taux alors que les provisions techniques des comptes sociaux le sont avec un taux unique, indépendant de l'échéance du flux.

C. ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS

Les autres passifs représentent 7,7 % du total bilan, soit 8 889 millions d'euros. Ils sont composés à plus de 87 % par les autres dettes financières.

(en millions d'euros)	2020	2019	Var.
Dettes nées d'opérations de réassurance	1	1	0
Dettes nées d'opérations d'assurance	62	62	1
Autres dettes (hors assurance)	118	145	- 27
Impôt différé net passif	0	255	- 255
Provisions autres que les provisions techniques	3	5	- 1
Dérivés	54	13	40
Autres dettes (hors établissements de crédit)	7 791	7 466	324
Dettes subordonnées	848	826	22
Autres passifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	11	1	10
TOTAL DES AUTRES PASSIFS	8 889	8 775	115

Tableau établi sur la base du QRT S.02.

L'impôt différé net passif correspond à la compensation des impôts différés actifs et passifs en suivant les dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », et se compose :

- des éventuels décalages temporaires liés aux différences entre l'assiette fiscale et l'assiette comptable de l'actif ou du passif correspondant ;
- de la revalorisation des actifs et passifs en juste valeur.

Les autres passifs ne font l'objet d'aucune revalorisation sous Solvabilité II, à l'exception des emprunts subordonnés et des instruments financiers dérivés valorisés à leur juste valeur dans le bilan Solvabilité II.

Dettes subordonnées (en millions d'euros)

Date d'émission	Nature	Prêteur	Durée	Montant à l'émission	Valorisation Solvabilité II
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	GENERALI France	10 ans	85	93
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	MATMUT	10 ans	15	16
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	LA MONDIALE	10 ans	13	14
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	FIN'AMS	10 ans	10	11
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	KLESIA	10 ans	9	10
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	SMABTP	10 ans	8	9
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	INDEP'AM	10 ans	6	7
04/06/2014	Titre subordonné remboursable	EDMOND DE ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT	10 ans	4	4
04/12/2015	Dettes subordonnées à durée déterminée	Caisse Fédérale du CMNE	10 ans	100	107
23/03/2016	Dettes subordonnées à durée déterminée	Caisse Fédérale du CMNE	10 ans	50	54
18/12/2019	Dettes subordonnées à durée déterminée	BFCM	10 ans	500	523
				800	848

D. MÉTHODE DE VALORISATION ALTERNATIVE

Aucune méthode alternative de valorisation n'est utilisée.

E. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

1. Hypothèses relatives aux décisions de gestion futures

Les hypothèses relatives aux décisions de gestion futures sont détaillées dans les rapports réguliers au contrôleur.

2. Hypothèses à propos du comportement des preneurs d'assurance

Les hypothèses relatives aux comportements des preneurs d'assurance futures sont détaillées dans les rapports réguliers au contrôleur.

5

GESTION DU CAPITAL



A. FONDS PROPRES	48	C. UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS	52
1. Politique de gestion des fonds propres	48		
2. Structure et montants des fonds propres disponibles	48		
3. Réconciliation des fonds propres sociaux avec les fonds propres Solvabilité II	50		
4. Structure, qualité et éligibilité des fonds propres	50	D. DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ	52
B. SCR ET MCR	51	E. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS	52
1. Définitions	51		
2. Ratios de solvabilité	51		
3. Points méthodologiques	51		
4. Résultats	52		

A. FONDS PROPRES

Sous Solvabilité II, les fonds propres sont égaux à la différence entre les actifs et les passifs du bilan valorisés selon les principes Solvabilité II, augmentée des emprunts subordonnés et diminuée des dividendes à verser et des fonds propres relatifs aux fonds cantonnés non disponibles.

Les fonds propres sont classés en trois catégories (*Tiers*). Ce classement se fait en fonction de leur qualité évaluée en fonction de leur disponibilité, de leur degré de subordination et de leur durée.

Les définitions des trois niveaux de la règle du *tiering* sont les suivantes :

- le niveau 1 (*Tier 1*) correspond à la meilleure qualité et comprend les éléments de fonds propres de base continûment et immédiatement mobilisables, disponibles en totalité et subordonnés. On y identifie les éléments dits restreints et des éléments dits non restreints ;
- le niveau 2 (*Tier 2*) comprend les éléments de fonds propres de base moins facilement mobilisables ;
- le niveau 3 (*Tier 3*) comprend les fonds propres de base ne pouvant être classés dans les niveaux précédents ainsi que les fonds propres auxiliaires.

1. Politique de gestion des fonds propres

La société dispose actuellement en majorité de fonds propres disponibles dont les caractéristiques permettent de les classer majoritairement dans la catégorie « fonds propres *Tier 1* non restreint ».

Si un nouvel élément de fonds propres devait apparaître (émission de dette subordonnée, fonds propres auxiliaires, etc.), le responsable de la fonction clé gestion des risques devra s'assurer :

- qu'une analyse approfondie de ses caractéristiques soit effectuée afin de déterminer la catégorie dans laquelle le classer ;
- qu'une émission d'éléments de fonds propres est compatible avec le plan de gestion du capital ;
- de mettre à jour la politique de gestion du capital.

La société s'assure que ses fonds propres respectent les règles de *tiering* telles que définies dans l'article 82 du règlement délégué européen 2015/35.

À chaque recalcul des fonds propres, la qualité de ceux-ci est étudiée et le respect des règles de *tiering* imposées par Solvabilité II est vérifié. Si une règle de *tiering* n'est pas respectée, la part de fonds propres dépassant la limite est retraitée des fonds propres éligibles à la couverture du MCR et/ou du SCR.

En cas de changement intervenu au cours du trimestre dans la structuration des fonds propres, ces calculs font l'objet d'une validation par le responsable de la fonction clé gestion des risques.

2. Structure et montants des fonds propres disponibles

Les fonds propres Solvabilité II disponibles s'élèvent à 11 236 millions d'euros à fin 2020, contre 10 427 millions d'euros à fin 2019. Le tableau ci-dessous détaille la structure des fonds propres :

(en millions d'euros)	2020	2019	Variations	%
Capital social	778	778	0	0 %
Primes liées au capital social	1 615	1 615	0	0 %
Réserve de réconciliation	3 185	3 974	- 789	- 20 %
Dettes subordonnées	848	826	22	3 %
Fonds propres excédentaires	4 678	3 234	1 444	45 %
Position nette active d'impôts différés	132	0	132	
Fonds propres SII disponibles	11 236	10 427	809	8 %

Le capital social

Le capital social d'ACM VIE SA, entièrement appelé, s'élève à 778 millions d'euros à fin 2020, montant inchangé par rapport à fin 2019.

Les primes liées au capital social

Les primes liées au capital social d'ACM VIE SA s'élèvent à 1 615 millions d'euros à fin 2020, montant inchangé par rapport à fin 2019.

Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation représente 3 185 millions d'euros à fin 2020, en baisse de 789 millions d'euros par rapport à fin 2019. Les éléments qui la composent sont :

- **les réserves statutaires**, composées des autres réserves, du report à nouveau et du résultat de l'exercice, pour 3 266 millions d'euros à fin 2020 contre 2 819 millions d'euros à fin 2019 ;
- **la mise en valeur économique des actifs et des passifs**. Celle-ci représente - 80 millions d'euros avant impôts différés (dont la position nette active est présentée sur une ligne distincte) et hors reclassement de la provision pour excédent (4 678 millions d'euros) à fin 2020 contre 1 167 millions d'euros nets d'impôts différés passifs à fin 2019.

L'article 70 du règlement délégué 2015/35 requiert de diminuer la réserve de réconciliation de divers éléments affectant la disponibilité et la transférabilité des fonds propres. Dans le cas de la société ACM VIE SA, les éléments déduits sont de deux natures :

- **les retraitements des fonds cantonnés** : plusieurs cantons réglementaires existent dans la société, et notamment trois cantons de retraite collective de type L.441. Ces cantons ont été considérés comme non significatifs au sein de la société. Les résultats futurs des cantons, nuls en 2020 contre 12 millions d'euros en 2019, sont partie intégrante des capitaux propres Solvabilité II. Ils ne sont pas admissibles à la couverture du SCR et du MCR de la société et sont retraités des fonds propres disponibles de la société ;
- **la distribution de dividendes** : en 2020, du fait de la grave crise sanitaire liée à la propagation de la Covid-19 et suite aux recommandations des autorités de contrôle et du gouvernement français, la société ACM VIE SA n'a pas versé de dividende au titre de l'affectation du résultat de l'exercice 2019. Concernant l'affectation du résultat de l'exercice 2020, la nouvelle recommandation de l'Autorité de contrôle prudentielle et de résolution (ACPR), parue en février 2021, demande aux sociétés sous son contrôle de faire preuve d'une grande prudence en matière de distribution de dividendes jusqu'à septembre 2021 et de soumettre tout projet de distribution à sa validation. Compte tenu de cette recommandation, la société a décidé de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2020.

Rappel des dividendes distribués :

Exercice du bénéfice distribué	Dividende par action (en euros)
Exercice clos le 31 décembre 2019	0
Exercice clos le 31 décembre 2018	23,5
Exercice clos le 31 décembre 2017	2

Les dettes subordonnées

Les dettes subordonnées s'élèvent à 848 millions d'euros à fin 2020 contre 826 millions d'euros à fin 2019.

Position nette active d'impôts différés

Au 31 décembre 2020, le montant de l'impôt différé actif est de 132 millions d'euros et succède à un impôt différé passif de 255 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les créances d'impôts différés sont maintenues à l'actif du bilan lorsque leur imputation sur des bénéfices futurs, identifiés sur un horizon limité dans le temps, est probable. Un test de recouvrabilité est réalisé et démontre que l'impôt différé actif net est recouvrable. Il est donc maintenu à l'actif du bilan et présenté en *Tier 3* dans les capitaux propres Solvabilité II.

Les fonds propres excédentaires

Le décret relatif aux fonds excédentaires en assurance vie est paru au Journal officiel le 28 décembre 2019. Il fixe de nouvelles conditions dans lesquelles la PPE pourra être reprise dans les fonds propres Solvabilité II.

Pour les calculs du 31 décembre 2020, 93 % du montant comptable de la provision pour participation aux excédents est admissible dans les fonds propres disponibles.

3. Réconciliation des fonds propres sociaux avec les fonds propres Solvabilité II

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation des capitaux propres sociaux par rapport à la mise en valeur économique des actifs et passifs selon les principes Solvabilité II.

Tableau de variation des capitaux propres sociaux vers Solvabilité II

(en millions d'euros)	2020	2019	Variations	%
Capital social	778	778	0	0 %
Primes liées au capital social	1 615	1 615	0	0 %
Autres réserves, report à nouveau et résultat de l'année	3 266	2 819	446	+ 16 %
Capitaux propres comptables	5 659	5 212	446	+ 9 %
Réévaluation des placements	11 570	11 486	84	+ 1 %
Réévaluation des provisions techniques	- 11 601	- 10 026	- 1 575	- 16 %
Reclassement des fonds propres excédentaires	4 678	3 234	1 444	+ 45 %
Autres ajustements de valeurs	- 49	- 38	- 12	- 31 %
Position nette passive d'impôts différés	0	- 255	255	
Position nette active d'impôts différés	132	0	132	
Capitaux propres SII	10 388	9 613	774	+ 8 %
Dividendes à verser	0	0	0	0 %
Dettes subordonnées	848	826	22	+ 3 %
Ajustement sur fonds cantonnés	0	- 12	12	
Fonds propres SII disponibles	11 236	10 427	809	+ 8 %

Tableau établi sur la base des QRT S.02 et S.23.

4. Structure, qualité et éligibilité des fonds propres

Fonds propres SII disponibles

Les fonds propres Solvabilité II disponibles d'ACM VIE SA au 31 décembre 2020 s'élèvent à 11 236 millions d'euros et sont majoritairement classés en fonds propres de Tier 1 non restreint (91 %).

(en millions d'euros)	Total	Tier 1 – non restreint	Tier 1 – restreint	Tier 2	Tier 3
Capital social ou fonds d'établissement	778	778			
Primes liées au capital social	1 615	1 615			
Fonds propres excédentaires	4 678	4 678			
Réserve de réconciliation	3 185	3 185			
Emprunts subordonnés	848			848	
Impôts différés actifs	132				132
Fonds propres SII disponibles	11 236	10 256	0	848	132

Fonds propres SII éligibles pour le SCR

Au 31 décembre 2020, les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR sont de 11 236 millions d'euros.

Il n'y a pas d'écart entre les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR et les fonds propres disponibles. En effet, les règles de limitation par Tier pour le SCR n'ont pas d'impact sur les fonds propres Solvabilité II disponibles.

(en millions d'euros)	Total	Tier 1 – non restreint	Tier 1 – restreint	Tier 2	Tier 3
Capital social ou fonds d'établissement	778	778			
Primes liées au capital social	1 615	1 615			
Fonds propres excédentaires	4 678	4 678			
Réserve de réconciliation	3 185	3 185			
Emprunts subordonnés	848			848	
Impôts différés actifs	132				132
Fonds propres SII éligibles SCR	11 236	10 256	0	848	132

Fonds propres SII éligibles pour le MCR

Au 31 décembre 2020, les fonds propres éligibles pour couvrir le MCR sont de 10 642 millions d'euros.

L'écart entre les fonds propres éligibles pour couvrir le MCR et les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR s'explique par les règles de limitation par *Tier* des fonds propres Solvabilité II éligibles à la couverture du MCR. En effet, les fonds propres classés en *Tier 2* éligibles à la couverture du MCR ne doivent pas dépasser le seuil autorisé de 20 % du MCR et les impôts différés actifs ne sont pas éligibles à la couverture du MCR.

(en millions d'euros)	Total	Tier 1 – non restreint	Tier 1 – restreint	Tier 2	Tier 3
Capital social ou fonds d'établissement	778	778			
Primes liées au capital social	1 615	1 615			
Fonds propres excédentaires	4 678	4 678			
Réserve de réconciliation	3 185	3 185			
Emprunts subordonnés	386			386	
Impôts différés actifs	0				0
Fonds propres SII éligibles MCR	10 642	10 256	0	386	0

B. SCR ET MCR

1. Définitions

Pour rappel, le capital de solvabilité requis (SCR) correspond au montant de fonds propres nécessaire à détenir pour limiter la probabilité de ruine de la compagnie à 0,5 % à horizon un an.

Le minimum de capital requis (MCR) correspond au montant de fonds propres à détenir en permanence et en dessous duquel la compagnie ne pourrait pas continuer à exercer son activité.

2. Ratios de solvabilité

Les tableaux suivants présentent les ratios de couverture du SCR et du MCR par les fonds propres SII éligibles :

(en millions d'euros)	2020
Fonds propres SII éligibles à la couverture du SCR	11 236
SCR	4 286
Ratio de couverture du SCR	262 %

(en millions d'euros)	2020
Fonds propres SII éligibles à la couverture du MCR	10 642
MCR	1 929
Ratio de couverture du MCR	552 %

Le MCR s'élève à 1 929 millions d'euros, soit 45 % du SCR.

3. Points méthodologiques

a. Formule standard

La société calcule son exigence en capital (SCR) avec la formule standard de Solvabilité II.

b. Mesure transitoire actions

La mesure transitoire sur les actions n'a pas été utilisée dans le calcul du SCR actions. Le choc appliqué est donc de - 39 % + *dampener* pour les actions de type 1 et de - 49 % + *dampener* pour les actions de type 2.

Le *dampener* est un mécanisme d'ajustement symétrique : il permet d'atténuer le choc actions en cas de baisse du marché actions.

c. Ajustement pour impôts

L'ajustement pour impôts différés correspond au taux d'impôt sur les sociétés appliqué à la somme du BSCR net et du SCR opérationnel. Il est limité à l'impôt différé passif net du bilan initial.

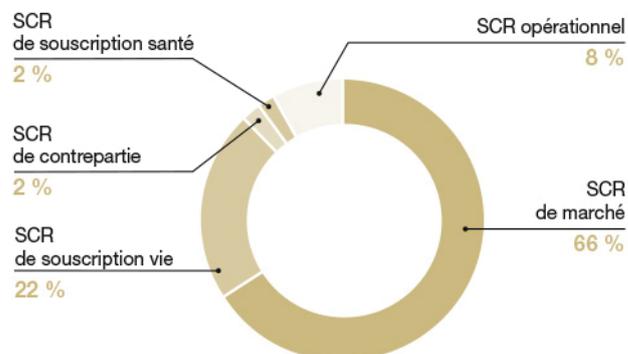
4. Résultats

Le SCR au 31 décembre 2020 s'élève à 4 286 millions d'euros :

Détail du SCR (en millions d'euros)

SCR de marché	3 379
SCR de contrepartie	84
SCR de souscription vie	1 099
SCR de souscription santé	87
BSCR	3 858
SCR opérationnel	428
Ajustement pour impôts	0
SCR final	4 286

Le SCR de la société est principalement constitué du SCR de marché et, dans une moindre mesure, du SCR de souscription vie.



C. UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

La société n'est pas concernée par l'utilisation de ce sous-module.

D. DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

Cette partie n'est pas applicable car la société utilise la formule standard.

E. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Non applicable.

6

ANNEXES



États publics	Libellés
D_S020102	Communication d'informations sur le bilan
D_S050102	Communication d'informations sur les primes, les sinistres et les dépenses par ligne d'activité
D_S120102	Communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé
D_S220121	Communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
D_S230101	Communication d'informations sur les fonds propres
D_S250121	Communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard
D_S280101	Communication d'informations sur le minimum de capital requis

S.02.01.02

Bilan

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	131 617
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	1
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	93 905 439
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	88 232
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	1 160 110
Actions	R0100	12 321 495
Actions - cotées	R0110	8 669 085
Actions - non cotées	R0120	3 652 410
Obligations	R0130	67 221 017
Obligations d'État	R0140	26 752 066
Obligations d'entreprise	R0150	38 869 477
Titres structurés	R0160	1 599 474
Titres garantis	R0170	
Organismes de placement collectif	R0180	12 963 668
Produits dérivés	R0190	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	150 916
Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	14 275 000
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	6 438 973
Avances sur police	R0240	45 132
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	0
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	6 393 842
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	5 604
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	
Non-vie hors santé	R0290	
Santé similaire à la non-vie	R0300	
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	5 604
Santé similaire à la vie	R0320	4 647
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	957
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	43 378
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	593
Autres créances (hors assurance)	R0380	185 806
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	106 962
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	29 770
Total de l'actif	R0500	115 123 143

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	
Marge de risque	R0550	
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	
Marge de risque	R0590	
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	81 983 854
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	138 137
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	135 822
Marge de risque	R0640	2 315
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	81 845 716
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	80 919 959
Marge de risque	R0680	925 758
Provisions techniques UC et indexés	R0690	13 862 358
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	13 671 091
Marge de risque	R0720	191 267
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	3 382
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	206
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	53 522
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	50
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	7 790 728
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	62 295
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	1 464
Autres dettes (hors assurance)	R0840	118 157
Passifs subordonnés	R0850	847 932
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	847 932
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	11 461
Total du passif	R0900	104 735 410
Excédent d'actif sur passif	R1000	10 387 733

Nom légal : ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA, Date d'arrêté : 31/12/2020

Devise d'affichage : k EUR

S.05.01.02 - 02

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie					Engagements de réassurance vie		Total	
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie		Réassurance vie
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises										
Brut	R1410	82 866	2 946 239	1 660 363	1 221 873				371	5 911 712
Part des réassureurs	R1420	383	876		2 330					3 590
Net	R1500	82 482	2 945 363	1 660 363	1 219 543				371	5 908 122
Primes acquises										
Brut	R1510	82 944	2 946 239	1 660 363	1 221 874				371	5 911 791
Part des réassureurs	R1520	383	876		2 330					3 590
Net	R1600	82 561	2 945 363	1 660 363	1 219 544				371	5 908 202
Charge des sinistres										
Brut	R1610	44 740	4 460 932	538 712	401 871				37	5 446 293
Part des réassureurs	R1620	482	-1		766					1 247
Net	R1700	44 258	4 460 933	538 712	401 105				37	5 445 045
Variation des autres provisions techniques										
Brut	R1710	-646	1 670 198	-1 491 201	-54 181				-86	124 084
Part des réassureurs	R1720	-15	-4		0					-19
Net	R1800	-631	1 670 202	-1 491 201	-54 181				-86	124 103
Dépenses engagées	R1900	47 014	357 778	182 842	534 931				7	1 122 572
Autres dépenses	R2500									37 988
Total des dépenses	R2600									1 160 560

S.12.01.02
 Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)				
		C0020	C0030	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				C0060	Contrats sans options ni garanties				Contrats avec options ou garanties	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010																
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020																
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																	
Meilleure estimation																	
Meilleure estimation brute	R0030	81 747 588		13 671 091			-829 034		1 405	94 591 050			135 822				135 822
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	305					652			957			4 647				4 647
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0090	81 747 282		13 671 091			-829 686		1 405	94 590 093			131 175				131 175
Marge de risque	R0100	912 066	191 267		13 674				17	1 117 024	2 315						2 315
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110																
Meilleure estimation	R0120																
Marge de risque	R0130																
Provisions techniques - Total	R0200	82 659 654	13 862 358		-815 360				1 423	95 708 074	138 137						138 137

Nom légal : ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA, Date d'arrêté : 31/12/2020

Devise d'affichage : k EUR

S.22.01.21

Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	95 846 212	0	0	255 951	0
Fonds propres de base	R0020	11 235 665	0	0	-175 422	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	11 235 665	0	0	-175 422	0
Capital de solvabilité requis	R0090	4 286 294	0	0	77 265	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	10 641 883	0	0	-248 997	0
Minimum de capital requis	R0110	1 928 832	0	0	34 769	0

Nom légal : ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA, Date d'arrêté : 31/12/2020

Devise d'affichage : k EUR

S.23.01.01 - 01

Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	778 371	778 371			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	1 614 614	1 614 614			
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070	4 677 841	4 677 841			
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	3 185 290	3 185 290			
Passifs subordonnés	R0140	847 932		0	847 932	0
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	131 617				131 617
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	11 235 665	10 256 116	0	847 932	131 617
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	11 235 665	10 256 116	0	847 932	131 617
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	11 104 048	10 256 116	0	847 932	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	11 235 665	10 256 116	0	847 932	131 617
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	10 641 883	10 256 116	0	385 766	
Capital de solvabilité requis	R0580	4 286 294				
Minimum de capital requis	R0600	1 928 832				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	2,62				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	5,52				

Nom légal : ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA, Date d'arrêté : 31/12/2020

Devise d'affichage : k EUR

S.23.01.01 - 02

Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	10 387 733
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	0
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	7 202 443
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et a	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	3 185 290
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	R0770	1 067 523
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	1 067 523

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	9 827 441		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	84 059		
Risque de souscription en vie	R0030	1 443 301		0
Risque de souscription en santé	R0040	86 929		0
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		0
Diversification	R0060	-1 110 441		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	10 331 290		

Calcul du capital de solvabilité requis

		C0100
Risque opérationnel	R0130	428 122
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-6 473 118
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	4 286 294
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de solvabilité requis	R0220	4 286 294
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition

		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	1

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés

		C0130
LAC DT	R0640	0
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	-1 107 150

Nom légal : ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA, Date d'arrêté : 31/12/2020

Devise d'affichage : k EUR

S.28.02.01

Minimum de capital requis (Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie)

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010		

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020				
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030				
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(LL)
		C0070	C0080
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200		2 567 755

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210			75 499 730	
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220			10 925 699	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230			13 671 091	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240			0	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250				352 433 691

Calcul du MCR global

		C0130
MCR linéaire	R0300	2 567 755
Capital de solvabilité requis	R0310	4 286 294
Plafond du MCR	R0320	1 928 832
Plancher du MCR	R0330	1 071 573
MCR combiné	R0340	1 928 832
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 700
Minimum de capital requis	R0400	1 928 832

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500		2 567 755
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510		4 286 294
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520		1 928 832
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530		1 071 573
Montant notionnel du MCR combiné	R0540		1 928 832
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550		3 700
Montant notionnel du MCR	R0560		1 928 832

